

À Besançon, une centaine de fêtard·es trinquent à la mort de Jean-Marie le Pen

Diffusé sur les réseaux sociaux, l'ap-pel spontané du collectif antifasciste « la Nuée » a été entendu. Comme dans une vingtaine d'autres villes françaises – jusqu'à Montbéliard, certain·es comtois·es avaient en effet exprimé leur volonté de célébrer la disparition de Jean-Marie le Pen, annoncée au cours de la journée. Délais courts, date en pleine semaine et rigueur d'un hiver froid et pluvieux n'ont pas freiné la témérité des fêtard·es, incluant une bonne part d'étudiant·e·s. Au final, près d'une centaine de personnes étaient ainsi réunies au plus fort de l'évènement, de 20h00 à minuit au kiosque Granvelle. Musique dont le titre-phare « *la jeunesse emmerde le Front National* » et slogans comme « *Besac antifa* » ont accompagné la petite sauterie, au gré des bouteilles de champagne et amuse-gueules.

Un évènement surtout symbolique, mais relais d'une tradition militante tenace. Dans ses mémoires, le Pen avait relaté son passage dans la cité en 1955 : « *Fait extraordinaire, ma salle est presque vide. Un local me propose d'aller porter la contradiction au ministre socialiste Minjoz, qui réunit au même moment 5 000 personnes. J'y vais et je suis accueilli par un Minjoz aimable et aphone, qui m'invite à la tribune auprès de lui et me cède la parole [...]. Je n'aurai pas le temps de prononcer un mot. La foule se lève, furieuse. Heureusement les bûcherons du service d'ordre socialiste, des monstres de deux mètres de haut, parviennent à m'écarter. Je*

plonge dans ma voiture, une onze chevaux Citroën, mais la foule a suivi, la retourne, elle y met le feu. Je réussis à sortir, et là ils me laissent aller, sous les huées, trop content de m'en tirer ».

Sur place les discussions allaient donc bon train, l'occasion d'un point sur la situation du pays depuis. Pour beaucoup, la communication des officiel·le·s a été un véritable choc. « *Pas mal de commentaires allaient dans la litote, la réhabilitation, voire la promotion de papy facho. Par exemple, le premier ministre François Bayrou a résumé ses ignominies en les qualifiant de simples « polémiques ». On parle quand même d'un type qui a supplicié des civils, fondé un parti avec des nazis, fut de nombreuses fois condamné, dont pour incitation à la haine et contestation de crimes contre l'humanité* » s'emporte Léna. « *Cette figure majeure de l'extrême-droite est morte, au moment où ses doctrines triomphent. On trinque pour que ses thèses nauséabondes le suivent dans la tombe, mais il faudra surtout se battre massivement dans la rue !* » complétait Arthur.

Une dénonciation ferme, qui tranche avec une partie de la classe politique et médiatique, oscillant entre mansuétude et discrétion, y compris dans la région. Si, sans surprise, les instances et parlementaires « Rassemblement National » ont été unanimes dans leurs hommages, en revanche, peu d'élus·es et de représentant·es notamment à gauche ont



manifesté une opinion aussi claire qu'en 2002. Seule voix notable, « l'insoumise » Séverine Vèziès assumera : « *Que ses idées racistes, antisémites, haineuses, misogynes, réactionnaires et anti-pauvres brûlent en enfer avec lui. Je pense à toutes ceux qu'il a torturés en Algérie, à*

Un dictionnaire sur les « mots et formes du néofascisme » par les étudiant·e·s bisontin·e·s

Mardi soir à la Rodia, avait lieu une soirée à l'occasion du « **Grand Baz'Arts de Printemps** », un évènement culturel annuel mettant en valeur les travaux des étudiant·e·s bisontin·e·s. Entre ateliers créatifs, court métrage et spectacles de danse ou de musique, nous avons aussi eu l'occasion de voir présenté un petit dictionnaire intitulé « **mots et formes du néofascisme** ».

Cet ouvrage collectif de quarante pages a été co-écrit par des étudiant·e·s de deuxième année de licence « Information-Communication et Sciences du Langage » de l'Université Marie et Louis Pasteur (ex Université de Franche-Comté) dans le cadre d'un cours d'introduction à l'analyse du discours. Si, pour des raisons matérielles et temporelles, le dictionnaire ne compte que trente-et-une entrées réparties en cinq thématiques, il a la particularité de puiser ses exemples et explications dans des énoncés réels

Le coup de crayon, par Peha

Les militant·e·s RN du Doubs et du Territoire de Belfort semblaient très fier·e·s de soutenir les sorties complotistes anti-justice de leur cheff·e de parti, condamnée en première instance pour avoir arrosé son parti avec l'argent subtilisé au contribuable européen.

toutes ceux qui depuis des décennies subissent les égouts de sa pensée ». Un axe que maîtrise l'historien Fabrice Riceputi, qui tente lui aussi de faire émerger quelques vérités depuis la capitale comtoise.

Toufik-de-Planoise
9 janvier 2024

(échanges sur les réseaux sociaux, commentaires « Youtube », chansons, interviews...). Il intègre aussi des chiffres et des symboles, parce que « *dans l'espace médiatique, ce ne sont pas que les mots qui se diffusent, mais aussi les symboles et les images. Souvent, les gens ne savent ce qu'il peut y avoir derrière le nombre « 88 » ou des runes nordiques* » explique une étudiante.

Cette démarche – très largement saluée dans la salle et à l'université – et son objet, le discours néofasciste, sont assumés : « *si cette analyse critique fait partie du cursus universitaire, l'objectif est aussi de mettre en valeur l'activité de recherche et la rendre accessible en dehors de la fac. S'intéresser au discours néofasciste est nécessaire pour rappeler que l'éducation et la recherche seront parmi les premières victimes de l'arrivée au pouvoir des promoteurs d'idéologies fascistes* » développent les participant·e·s à ce projet lors de la présentation. Si aucune version numérique n'est actuellement disponible, une version papier, imprimée par la ville de Besançon, est néanmoins disponible dans différents lieux, dans et autour de l'université, à la bibliothèque universitaire et la « MSHE », aux librairies « l'Interstice » et « l'Autodidacte », à la « SCOPS », à « l'Infokiosque » et même au « Bar de l'U ».

Nadwo
3 avril 2025

À l'université Marie et Louis Pasteur, l'extrême droite en lice

Les 1er, 2 et 3 avril 2025, se tiennent les élections de la toute nouvelle « **Université Marie et Louis Pasteur** ». Rouages essentiels de cet établissement, le « **conseil d'administration** » (CA) et la « **commission de la formation et de la vie universitaire** » (CFVU) doivent ainsi être désignés par les quelque 30 000 étudiant·e·s comptabilisé·e·s. Un total de six propositions s'offrent à elleux, parmi lesquelles deux sont clairement classées à l'extrême droite : « **la Cocardé étudiante** », ainsi que « **l'Union Nationale Inter-universitaire** » (UNI). Entachées par une réputation locale ou nationale déjà sulfureuse, ces deux entités s'avèrent encore aujourd'hui incriminées par le comportement de leurs responsables. Selon nos recoupements, au moins six têtes nous sont ainsi remontées, épinglées pour leurs connivences radicales, leurs relais douteux ou leurs actes problématiques.

Quatre noms nettement marqués

Positionnée à l'extrême droite, « la Cocardé Étudiante » fut fondée en 2015 comme une organisation transpartisane, voulant rassembler toutes les tendances « patriotes » au sein des facs. Active de 2020 à 2022, la première section locale avait rapidement essuyé une renommée peu flatteuse : royalistes, identitaires, nationalistes s'y retrouvaient, parallèlement engagé·e·s pour la candidature présidentielle d'Éric Zemmour, avec parades armées et expéditions punitives. En perte de vitesse après la condamnation de ses deux chefs, ex-cadres du « Rassemblement National » (RN), pour une énième dégradation raciste à Besançon, ses scores sont restés modestes ainsi qu'en témoignent les dernières élections « CROUS » de février 2024 (414 voix, aucun poste). Elle est toutefois parvenue à s'implanter sur « l'UTBM » de Belfort-Montbéliard fin 2023, seul ancrage notable et durable dans le secteur.

En 2025 encore, la composition des listes « usagers/usagères » ne se départit pas d'une orientation volontiers proche si ce n'est tutélaire du « RN ». Une proximité politique assumée, dans les pas de Quentin Macullo, responsable régional de « la Cocardé Étudiante », mais également assistant parlementaire du néo-belfortain Guillaume Bigot. On retrouve ainsi deux figures du lepénisme, à travers Aurélie Géhant, dirigeante du « RNJ Haute-Saône », ainsi que Julian Girod, porte-parole pour le Jura. La première s'était un

temps hasardée dans une obscure association nommée « le Lys étudiant », dont les membres admettaient ouvertement les inspirations venues, entre autres, du « Bastion social ». Quant au compte « Facebook » du second, on y aperçoit quelques abonnements gênants : « Boulevard Voltaire », « *le gauchisme est une maladie mentale* », ou encore « *Maurras, la recherche, la discussion, l'éméute* ».

La liste est complétée par un tandem plus discret, mais particulièrement actif. Il y a d'abord Othilie Fumey-Zaltzfus, passée un temps par les fémonationalistes de « Némésis » avant de se consacrer exclusivement à la confidentielle « Fraternité comtoise » ; une entité qui ne cache pas ses liens étroits avec « les Téméraires » de Bourgogne/Franche-Comté, alter-egos des « Braves » fondés par le suprématiste Daniel Conversano et dont l'œuvre est dédiée à la reconstitution d'une nation aux racines strictement « blanches ». Mais aussi Kilian Marlin, adepte des croix celtiques s'inscrivant sans tabou auprès de la formation néonazie « Vandal Besak ». Il fait l'objet de divers signalements internes, tant pour le collage régulier d'une propagande jugée « nauséabonde » au sein de l'UFR-SLHS qu'à cause de propos considérés comme « sexistes » et « xénophobes » au sein de sa promotion d'histoire.

« l'UNI », requiem d'une droite « modérée »

Initialement classée comme de droite « modérée », « l'Union Nationale Inter-universitaire » (UNI), apparue en réaction aux évènements de mai-1968, traverse aussi de fortes dissensions et polémiques. Strasbourg, Toulouse, Caen, Lille... On ne compte plus les villes où des affaires ont éclaté ces dernières semaines, de saluts hitlériens en jeu de carte antisémite. Jusqu'alors préservée de ces dérapages, l'antenne comtoise tourne essentiellement autour de pontes qui cultivent leurs bagages auprès des « Républicains » notamment du maire de Belfort Damien Meslot. Mais ses cercles ne renient cependant pas les apports plus réactionnaires, le « Rassemblement National » Jacques Ricardetti ayant par exemple été président de la division Franche-Comté dans sa jeunesse. Une ouverture qui se prolongerait donc logiquement aujourd'hui, avec l'inclusion de deux activistes aux passifs pourtant significatifs. À commencer par Yona Faedda,

starlette du groupuscule « Némésis ». Davantage présente dans les opérations mondaines et promotionnelles à Paris que sur les bancs des facs de Franche-Comté, son collectif s'est dernièrement annoncé sur Dijon après avoir essuyé des échecs cuisants à Besançon et à Dole. Dans le cadre de ses expositions politico-médiatiques aux relents xénophobes, l'intéressée est d'ailleurs poursuivie au pénal dans plusieurs dossiers relevant « *d'appels à la haine raciale* » commis depuis 2023 dans la région. Elle figurait sur les listes « CROUS » 2024 de la « Cocardé étudiante », aux côtés d'Othilie Fumey-Zaltzfus et de Garance Kalanquin-Marx, avec qui elle avait tenté de perturber un meeting du député « LFI » Louis Boyard, le 18 janvier 2024. Mais elle s'est finalement rapprochée de « l'UNI », ayant déjà été repérée lors de tractages comme le 21 septembre 2024 à la Bouloie.

Seconde figuration intrigante, celle d'Alban Karasu. Le jeune homme avait entrepris une pétition pour l'adoption de « *congés menstruels* », mise en avant mi-décembre par le journal « l'Est Républicain ». Mais outre une « *usurpation* » dénoncée par quatre organisations, la plupart de ses camarades relaiaient des « *attitudes et propos sexistes ostensibles et répétés* » de sa part. Sur les dix-huit autres patronymes essentiellement ordonnés dans les ultimes places difficilement éligibles, une pléiade d'ancien·ne·s ou actuel·le·s sympathisant·e·s des partis « Reconquête » et « Rassemblement National » ou de simples « patriotes » sans étiquette. Mais pour elleux, l'expression, aussi critiquable soit-elle, n'a, a priori, jamais dépassé le cadre démocratique classique. Reste un bon quart de meneurs/meneuses aux profils discutables, que les étudiant·e·s auront soin de plébisciter ou de rejeter.

En Bourgogne, une élection sous tensions

Les 19 et 20 février, « l'Université Bourgogne Europe » tenait elle aussi un scrutin pour désigner ses représentant·e·s. Mais la campagne fut tendue, entre la profession de foi de « la Cocardé étudiante » en partie interdite et l'éclatement d'altercations physiques avec des membres de « l'UNI ». Sur 3 743 bulletins exprimés, la première en a rasflé 149 et la seconde 357 ; tous scores cumulés, l'extrême droite a donc atteint 13,52%. Seule « l'Union Nationale Inter-universitaire » parviendra à

obtenir un élu, en la personne de Jürgen Tylls. Lequel a été rattrapé par de vieux démons, lorsqu'il dirigeait la cellule régionale « Génération Zemmour » courant 2022. En cause, une propension à graffer des croix gammées et l'envoi de chants explicitement négationnistes du « patron » au nouvelles recrues. Une énième affaire du genre pour cette structure, pour qui la détestation du Juif semble être un fil conducteur.

Dans la capitale comtoise, l'idée même d'une offensive analogue se trouve particulièrement combattue par les étudiant·e·s. En pleine fronde contre cet établissement « Marie et Louis Pasteur », les assemblées générales se sont ainsi attachées à traiter des rassemblements radicaux comme des discriminations qui en découlent. « *Concrètement, nous ne sommes pas là par rapport aux élections. Mais on doit aussi tenir compte des dynamiques qui y sont liées, ici des listes menées par l'extrême droite. Les mobilisations se font plus naturellement en marge des votes, ça vaut bien sûr pour les faffe·s qui sortent alors du bois. On se doit d'être vigilant·e·s, car les attaques contre les syndicats de gauche et les mouvements sociaux ne sont pas rares. Il reste heureusement des bastions comme le site Megevand, mais on doit porter constamment et toujours plus loin la parole antifasciste* » expose ainsi un adhérent de « Solidaires-Étudiant·e·s ».

Une situation qui inquiète jusqu'aux professeur·e·s et autres agent·e·s, l'un confiant : « *Ça fait un moment que certain·e·s foutent le bordel à la fac de Lettres, ce sont toujours les mêmes à la manœuvre. Stickers, affichettes, graffitis, aux symboliques infamantes, apparaissent constamment à leur détour. Leurs dépositaires sont identifié·e·s, il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'elles se déploient sur des listes bien brunes. Toutes ces informations sont remontées à qui de droit, mais pour l'instant, les choses avancent très timidement dans les directions. Il serait peut-être temps de siffler la fin de la récréation, avant que ça ne dégénère. Car, pour beaucoup de gens, devoir faire face à des emblèmes faisant l'apologie d'idéologies haineuses et totalitaires devient intolérable* ». Contactées mercredi après-midi par nos soins, les sections comtoises de « la Cocardé Étudiante » et de « l'UNI » n'ont pas donné suite à nos demandes.

Toufik-de-Planoise
14 mars 2025



À Besançon, plusieurs centaines de manifestant·e·s commémorent Clément Méric et les luttes antifascistes

Entre 250 et 300 protestataires ont battu le pavé cette après-midi, afin d'honorer la mémoire de Clément Méric. Figure de gauche, cet étudiant avait été battu à mort par des néonazis le 5 juin 2013 à Paris. Comme chaque année, une manifestation était donc proposée à cette occasion ; mais également afin de dénoncer l'extrême-droite locale, la montée générale des racismes, ou encore la répression des résistances sociales et politiques. Si la Préfecture s'est retrouvée en état de siège, un cortège jeune et dynamique a pu évoluer sans difficulté.

Près de trois cents personnes au rassemblement

La foule commence à se compacter dès 17h place du Huit-Septembre 1944, suivant un appel dépourvu de visages et de bannières. Mais pas sans voix, nombre d'obédiences constituant en réalité le noyau dur de ce ralliement : La Nuée, Intransigeance, Nous Tou-s-tes, Juives et Juifs Révolutionnaires, SUD/Solidaires-Étudiant-e-s, La France Insoumise, Espoir et Fraternité Tsiganes, ou encore SOS Racisme. Une coordination volontairement resserrée à la manœuvre, qui n'entrave pas l'appui et l'apport des traditionnels partis et syndicats formant le gros des troupes.

Alors que plusieurs centaines de personnes affluent sous une pluie fine, les discours s'enchaînent. « Onze ans après le meurtre de Clément Méric, les fachos sont toujours là. Ils nous menacent, nous agressent. Présentables et propre·te·s ou hyper masculiniste, ielles se font une place de choix sur les écrans et dans les urnes. Ne leur laissons pas nos rues ! » proclame notamment l'un d'eux. S'en suit un défilé arpentant les rues de la Boucle, sous les cris de « Besac, Besac, antifa ! » et derrière de larges banderoles « fachos, hors de nos vi(II)es » ainsi que « Clément Méric, ni oublié ni pardon. »

Malgré les désaccords électoraux qu'ils soient liés à la défense d'une liste précise ou au contraire à une farouche conscience abstentionniste, les participant·e·s semblent tou-s-tes traversé·e·s par les européennes. « Qu'on croie ou non au vote, savoir que les mouvances anti-démocratiques culminent à 40 % dit quelque chose de notre société. On peut en vouloir à celles qui plébiscitent cette option, mais aussi convenir du dé-

sastre qui se trouve à gauche ! Entre l'abandon de tout progressisme et la désunion qui vire au pugilat, on est servis » se lamente un communiste désabusé.

« Le meilleur allié des fafs, c'est le parquet de Besançon ! »

En premier lieu, l'initiative visait à marquer un drame devenu emblématique, mais la date s'est bien sûr transformée en leitmotiv d'un « *sursaut général contre la peste brune* ». Aux commémorations parfois poignantes, l'aspect revendicatif n'en est ainsi pas moins central. « *La meilleure façon d'honorer notre camarade, c'est de poursuivre les batailles qui l'animaient. On part sur un cortège même modeste, afin que le sujet s'impose où on passe. Au-delà du recueillement on demeure sur un axe combattif, a fortiori quand le contexte le commande* » explique un référent du staff.

Un soulèvement du cœur, dont les racines sont aussi pragmatiques. Si beaucoup déplorent une avancée des idées réactionnaires sur le plan national et mondial, la vague n'épargnerait plus la cité natale de Proudhon. « *Soyons lucides, on est un bastion. Mais justement il faut encore moins se relâcher, afin de préserver ce cadre de vie et ne pas basculer comme Lyon. Un bar de Rivotte accueillait ouvertement des bras-tendus, ne l'oublions pas. Il a depuis fermé, mais c'est grâce à la pugnacité des habitant·e·s qui ont lancé une campagne de boycott* » considère Thibaut, sans carte.

Autre point de colère, l'attitude des autorités concernant les exactions nationalistes. Alors que les affaires pénales se comptent par dizaines ces dernières années, la quasi-totalité pourrissent ou terminent sur des classements. « *Juste pour 2023, il y a de quoi remplir une étagère. Un pompier pris à partie le 17 mars, un fonctionnaire alpagué le 18 mai, deux personnes LGBT+ tabassées le 5 août, etc, etc. Aucune de ces atteintes n'a été poursuivie, malgré le fait que les cas soient documentés et les auteurs identifiés. Le meilleur allié des fafs, c'est le parquet de Besançon !* » s'empare une victime.

Une radicalisation des corps intermédiaires

Un malaise et un ras-le-bol massivement exprimés par la population, comme déjà le 17 septembre 2022. « *Ces groupuscules, ce sont*

dix ou quinze bouffon-ne-s, qui ne perdurent que par la complaisance des flics et des magistrat·e·s. Ielles font les chaud·e·s lors de descentes nocturnes groupées, mais le reste du temps ça rase les murs. Sauf que si la conjoncture change, qu'advient-il ? Ne soyons pas bloqué·e·s sur leur caractère minable apparent, car ielles se préparent en milices qui n'attendent que le bon timing pour sortir du bois » considère un père de famille passé par le SCALP.

Un climat nauséabond, par ailleurs rendu propice par une radicalisation des corps intermédiaires. « *Repre- nous la polémique sur la statue de Victor Hugo, ayant saccagé l'image de notre métropole. Sincèrement, qui se souvient des tenants et aboutissants ? À l'origine c'est une attaque détestable lancée par l'Est Républicain, via un article qui fabrique la controverse qui suivra. La dégradation a été perpétrée par deux nazillons qui n'en étaient pas à leur coup d'essai, mais ceux-ci ont été intellectuellement nourris et armés avant leur passage à l'acte* » témoigne une consœur freelance.

Particulièrement conspués, les médias mainstream n'étaient pas conviés ni les bienvenus. « *Les thématiques et personnalités d'extrême-droite n'existent qu'à travers quelques titres, y compris dans la région. Le culte du fait-divers, le relais de références douteuses, les unes sexistes et xénophobes, c'est le fond de commerce du Crédit Mutuel et de la SMCI – entre autres^[1]. Il suffit d'aller sur leurs réseaux sociaux, si vous les critiquez votre commentaire est supprimé dans la minute ; en revanche, les incitations à la haine et à la violence pullulent sans limites* » justifie une activiste féministe.

Autonomie et ouverture en valeurs cardinales

L'événement est en outre une façon de matérialiser l'importance des luttes antifascistes, très ancrées dans la capitale comtoise. Un mouvement qui puise dans les traditions politiques de la ville, dont les militant·e·s actuel·le·s entendent mener le front en prolongeant ces bases autonomes et ouvertes. « *La force de frappe du milieu, elle réside dans ces deux principes historiques. C'est une guerre de l'ombre remplie au quotidien par des cercles affinitaires parfois rodés, mais qui savent toujours se retrouver avec les organisations, élu·e·s et riverain·ne·s* » explique une observatrice.

« *Cet équilibre, il fonctionne. C'est ce qui fait qu'ici vous pouvez vous promener dans la rue sans tomber sur des visuels racistes, qu'un travail d'information incroyablement réalisé sur la faune du coin, ou que toutes les manifs comprennent d'emblée cette dimension. C'est suffisamment rare et précieux, en dégageant les problèmes de leadership, d'égo, de tapage, de virilisme et de récupération, il ne reste qu'un travail efficace* » développe encore un cadre mélenchoniste. Ainsi, alors que le cortège n'était ni déclaré ni signé, deter' et officiel·le·s ont naturellement convergé.

Une synergie doublée d'une volonté de renouvellement et de diversité, saluée par les plus ancien·ne·s : « *À Besançon, cette cause est d'abord portée par des personnes concernées et de terrain, résultat on voit une frange jeune et résolue. Il serait temps de nous remettre en question, dans nos vieux appareils rongés par les dogmes et conservatismes. Les seules prises de parole du jour l'exposent cruellement, réunir autant d'intervenant·e·s de différentes sensibilités, origines et conditions devrait être la règle et non l'exception* » analyse un retraité de la SNUIPP/FSU.

Toufik-de-Planoise
8 juin 2024

^[1] Le Crédit Mutuel désigne l'Est Républicain et la SMCI MaCommune.info, ces deux médias étant in fine respectivement la propriété d'une multinationale bancaire et d'une firme immobilière.

Une délégation comtoise identifiée dans un défilé néonazi, ce week-end à Paris

Depuis désormais trois décennies, l'extrême-droite radicale se rassemble chaque début mai à Paris. Une date initiée à partir de 1994 pour commémorer le décès d'un militant, ayant chuté d'un immeuble en tentant de fuir la police durant la dispersion d'une manifestation « anti-impérialiste » à laquelle il participait. Mais les polémiques et interdictions répétées restent à ce jour totalement vaines, alors même que parallèlement nombre de mobilisations en soutien à la Palestine sont encore réprimées. Ultranationalistes, néofascistes et néonazis de toute la France ont donc pris l'habitude de parader à cette occasion... Y compris samedi dernier, pour les trente ans du mouvement.

Sans surprise malgré la rareté des documents exploitables, plusieurs têtes sont apparues familières auprès des plus informé·e·s. Il n'était certes parfois pas difficile de retracer le parcours des intéressés, presque tous étant vêtus d'un sweat « defend Vesontio » affublé d'un fusil kalachnikov, reprenant au dos la maxime « comtois rend-toi nenni ma foi » et arborant le blason impérial de la cité (*). Un appareil complété par divers artifices destinés à se dissimuler le visage malgré la loi en la matière, aspirant aussi à faire rayonner la région dans ce qui constitue une « internationale réactionnaire » ; avec comme bestseller du jour, un cache-cou « hooligan » à nouveau nimbé

Le coup de crayon, par Peha

14 mai 2024



des armoiries de la ville.

Derrière la plupart des masques, le casting ne pouvait être plus attendu. On retrouve ainsi, par exemple, Florent G., intérimaire demeurant aux Cras, mobilisé au sein du service d'ordre, exhibant, outre les emblèmes décrits ci-avant, un brassard « sécurité » clairement visible. Une prise de responsabilité significative et ostensible, marquant sa proximité et son rôle au sein d'une organisation qu'il fréquente assidument depuis bien longtemps. À domicile le bientôt trentenaire multiplie les faits d'arme, ayant été un habitué du feu « le Bunker » désormais volontiers tourné vers les agressions à l'encontre de féministes comme le 31 janvier 2021 à Dijon ou le 19 novembre 2022 à Besançon.

Les autres forment de discrets seconds couteaux, bien que eux aussi mis en cause dans des exactions graves et récurrentes. C'est le cas d'Alexis L., fan de « National-Socialist Black-Metal » originaire du Haut-Jura et déjà repéré en marge de violences en juillet 2021. L'exercice se transforme ensuite davantage en supputation, bien que des sources confortent que le 9 mai dernier déjà un petit groupe habillé des exactes mêmes couleurs avait passé une partie de la soirée dans le centre-ville de Besançon... incluant Tristan D., Paul R. et surtout Ilann F., le troisième étant passé par la case

prison pour son implication dans les émeutes racistes de Romans-sur-Isère et toujours accusé d'un tabassage LGBTphobe l'été dernier.

Au total c'est une demi-douzaine de protagonistes qui ont été signalés, démontrant un ancrage national mais aussi des velléités locales. La sauterie francilienne avait en effet été précédée d'une communication dans le secteur, vite relayée sur les réseaux sociaux avant que les visuels ne disparaissent. Ainsi dans la nuit du 3 au 4 mai, plusieurs affiches ont été dressées aux abords des principales entrées routières à l'image de celles de Beure et Châteaufarine. Un collage furtif perpétré dans la même phase que les graffitis explicites ayant visé nos confrères et consœurs de radio BIP/média 25, coïncidence troublante dont il appartiendra à l'enquête de déterminer les éventuels liens.

Toufik-de-Planoise
13 mai 2024

Pour lire
le journal :

www.lechni.info

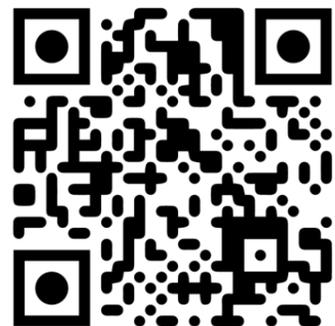
Pour contacter
la rédaction :

redaction@lechni.info

Le Ch'ni est membre du SPPP,
le Syndicat de la presse
pas pareille

14 mai 2024

En faisant un don au Ch'ni, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de la somme donnée.



Directeur de la publication : Toufik-de-Planoise
Siège social : 32 avenue de l'Île-de-France,
Planoise, 25 000 Besançon
SIRET : 987 817 129 00016

Imprimé par nos soins, ne pas jeter sur la voie publique.

Le Ch'ni

4

Votre journal indépendant et associatif qui dépoussière l'info à Besançon et sa région !

Parce que nous pensons que l'information est un outil puissant face à l'ignorance et quelle agit comme un **contre-pouvoir**, les contenus du Ch'ni sont accessibles gratuitement en ligne.

Crée le 1er mai 2024 et composé d'une dizaine de personnes, le Ch'ni entend répondre à la nécessité de **produire, collecter et diffuser une information de qualité et de proximité** avec pour ambition de traiter des sujets peu ou mal traités par la presse traditionnelle.

« *Le Ch'ni est une association de presse régie en loi 1901, enregistrée le 18 mars 2024 et basée à Besançon. Elle se veut indépendante de tout intérêt commercial ou financier, de tout gouvernement ou de toute organisation politique, défendant une totale liberté éditoriale excluant la publicité ou la promotion déguisée ainsi que toute forme de consulting et de partenariat mercantile. Les revenus de l'association proviennent exclusivement des cotisations, des dons et le cas échéant des subventions qui lui sont allouées. Ses membres s'engagent à ne pas accepter de cadeaux ou d'avantages divers, directement ou indirectement, dans le cadre de leur activité ou, plus généralement, dans des circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur leur travail.* »

Extrait de la Charte d'éthique et de déontologie du Ch'ni.

En plus des différentes actualités publiées quasi-quotidiennement, tous les lundis nous partageons dans notre rubrique « Focus » des contenus plus spécifiques. De **La chronique du lobbie**, aux **Comtoiseries de Billy**, en passant par un **Grand entretien** et un **Photoreportage**, l'équipe du Ch'ni souhaite vous apporter une information différente.

Et puis, tous les mercredi, c'est **Le coup de crayon** ! Un regard dessiné sur une actualité du moment, toujours en lien avec notre territoire.

En plus de cela, tous les 1^{er} du mois, Le Ch'ni fait un point sur ce qu'il s'est passé de notable le mois précédent à Besançon et dans la région, au travers d'une **Revue de presse** non-exhaustive, mais aux informations triées.

Après l’attentat d’Alès, un rassemblement contre l’islamophobie à Besançon : « Aujourd’hui en France, nous sommes des cibles »

L'appel a été lancé ce dimanche par l'adjoint Hasni Alem, exhortant ses concitoyen-ne-s à la mobilisation le soir-même sur les réseaux sociaux. *« Cette annonce a été spontanée, j'ai conscience que les délais ne permettent que difficilement d'avoir un écho large dans la population. Mais il était impossible d'être passif face à cette actualité, y compris modestement, nous devions affirmer notre indignation »* indique-t-il. Avec l'assassinat d'un fidèle à Alès ce vendredi, une colère froide semble être remontée. Forte autorité locale, la mosquée Souna s'est ainsi faite le relais *« de ce jour noir »*. *« Veillons à ce que la communauté ne se retrouve pas encore seule dans cette épreuve, que ce sursaut soit celui de toutes et tous. Même si, pour l'instant, il faut laver, politiques et institutionnel-le-s ne prennent probablement pas assez la mesure du problème de fond »* s'inquiète une anonyme.

Si seulement une quarantaine de participant-e-s se sont finalement présenté-e-s à 18h00 place Louis Pasteur, une certaine union de circonstance était néanmoins palpable. Côté militant-e-s, socialistes, communistes, insoumis-e-s et antifas se sont retrouvé-e-s, alors que quelques représentant-e-s de quartiers avaient également fait le déplacement. C'est notamment le cas de Zohra, mère de famille demeurant à Planoise. *« J'ai été informée tardivement de cette initiative, mais je tenais à être pré-*

En hommage à Aboubakar Cissé et contre tous les racismes, un rassemblement « républicain »

Hier soir, Esplanade des Droits Humains, la Municipalité de Besançon appelait à un rassemblement « républicain » en hommage à Aboubakar Cissé et contre tous des racismes. Après une première mobilisation ayant réuni une quarantaine de participant-e-s, environ cent cinquante personnes étaient cette fois présentes. Militant-e-s politiques et syndicaux, membres d'associations ou de collectifs, élu-e-s de la majorité et de l'opposition, figures de la société civile, représentants confessionnels, se sont donc retrouvé-e-s le temps de quelques discours.

La maire Anne Vignot a ainsi dénoncé *« un crime particulièrement odieux commis dans une mosquée »*, exhortant notamment à défendre les valeurs républicaines et la loi de

sente. Les musulman-e-s sont particulièrement visé-e-s, dans les discours et les actes. Ça part du simple cliché sur la pratique religieuse, aux injures franches et à l'arrachage de foulards. La plupart des médias et élu-e-s sont devenu-e-s le tremplin d'une véritable guerre civile, qui se traduit par des attentats comme celui qui vient d'avoir lieu dans le Gard. Aujourd'hui en France, nous sommes des cibles ».

Après une minute de silence, beaucoup reprenaient une rétrospective semblable. Localement, impossible par exemple de ne pas penser aux tirs contre un lieu de culte de Morteau durant le ramadan. *« Les atteintes démonstratives sont encore rares, même si elles sont en constante augmentation. Reste un racisme du quotidien, qui devient à la fois massif et décomplexé »* analyse Lucie, sociale-démocrate non-encartée. Vision identique de Sylvie, membre de LFI qui a pris la parole : *« Une telle horreur, ce n'est jamais que les conséquences d'une campagne de haine qui s'épanouit. On se focalise sur l'exécutant, mais qui a armé idéologiquement cet assassin ? Proclamation de Bruno Retailleau sur le voile, dérapage de Louis Sarkozy incitant à brûler les consulats d'Algérie, bataille du lycée Averroès contre l'État… En refusant de s'élever contre cette situation, on permet qu'elle se poursuivre ! »*

Toufik-de-Planoise

27 avril 2025

« Les irresponsables, qui a porté Hitler au pouvoir ? » : À Besançon, Johann Chapoutot fait salle comble

Ce jeudi à la MSHE-Mégevand, la demande était très forte pour assister à la conférence donnée par l'historien Johann Chapoutot. Une soirée organisée par le « Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon », qui propose un évènement du genre chaque mois. Aujourd'hui, les quelque 150 places disponibles ont immédiatement trouvé preneurs/preneuses, laissant au moins autant de monde sur le carreau. Seul-e-s les plus chanceux/chanceuses ont donc pu profiter d'environ deux heures d'explications sur la montée de l'extrême droite allemande en 1932-1933, avec un récit certes pointu, mais particulièrement haletant.

Reprenant les bases solides de son livre *« Les irresponsables, qui a porté Hitler au pouvoir ? »*, le professeur d'histoire contemporaine et spécialiste du nazisme a longuement évoqué les mécanismes qui ont permis au « NSDAP » de s'emparer du pouvoir. Le rôle des élites économiques et politiques des années 1920 et 1930 fut ainsi particulièrement interrogé, leurs décisions étant véritablement au centre de cet avènement : *« Il n'y a pas de montée inexorable, cette journée du 30 avril 1933, tout aurait pu basculer jusqu'à la dernière minute. Ce qui a rendu cela possible, c'est la compromission et la médiocrité d'un certain nombre d'acteurs »*.

Toufik-de-Planoise

27 février 2025

En bref. Contre l’extrême-droite, au moins 5 000 personnes défilent à Besançon

concorde néanmoins, les instances et responsables du « Rassemblement National » ; habituellement avars pour surfer sur le moindre drame, l'extrême droite ne semble pas s'être exprimée sur cette affaire.

Toufik-de-Planoise

27 avril 2025

En bref. Contre l’extrême-droite, au moins 5 000 personnes défilent à Besançon

Ielles étaient plusieurs milliers à battre le pavé ce samedi dans le centre-ville, environ 5 000 selon nos estimations recoupées. Un chiffre s'inscrivant dans un appel national d'ampleur, puisque près de deux cents autres villes étaient éga-

Entre un libéralisme autoritaire et un nationalisme total, les monstres à la croix gammée ne sont ainsi pas sortis de nulle part. Si la maîtrise des archives est impeccable, les échos au présent sont aussi réguliers. Certaines ressemblances actuelles n'ont donc pas manqué d'être abordées, souvent avec humour, notamment à travers l'inertie et la brutalité d'une présidence Macron, associée à l'explosion des forces réactionnaires. *« Comparaison n'est pas raison, mais les similarités sont parfois bien là. Moi-même, je manie le retour de la peste brune avec précaution. Comme d'autres, je préfère plutôt parler de récidive »* a toutefois expliqué l'auteur.

Son ouvrage, disponible via un stand de la librairie « l'Intranquille », a ensuite été signé, à travers une séance de dédicaces, massivement fréquentée. Johann Chapoutot aura ensuite l'opportunité de découvrir plus intimement la capitale comtoise, en particulier sa citadelle et les espaces mémoriels qu'elle abrite. *« Je n'ai pas encore eu le plaisir de visiter ce célèbre Musée de la Résistance et de la Déportation, ça sera fait dans les prochains jours. Des lieux de cette qualité, il n'y en a pas tant que ça en France et en Europe. C'est aussi ce qui fait la spécificité et la richesse de cette ville, vous ne pouvez qu'en être fier-e-s »* nous a t-il déclaré en conclusion.

Toufik-de-Planoise

20 février 2025

Pour la première fois de son histoire, Besançon place l’extrême droite en tête d’une élection

Alors que la capitale comtoise fait figure de bastion progressiste, le « Rassemblement National » vient d'y rafler la pole position. La liste de Jordan Bardella emporte en effet près du cinquième des voix (19,51 %), supplantant de peu le libéral-socialiste Raphaël Glucksmann (18,77 %) et distançant l'insoumise Manon Aubry (15,98 %). Suivent les candidatures « Renaissance » (14,89 %), « Europe-Écologie/les Verts » (9,16 %) et « les Républicains » (6,74 %), les autres têtes étant toutes en-dessous de 5 %. Sur les 119 198 habitant-e-s recensé-e-s, 66 398 étaient appelé-e-s aux urnes ; 35 737 se sont déplacé-e-s, donnant un taux d'abstention de 46,18 %.

130 000 bulletins RN supplémentaires en Franche-Comté entre 2022 et 2024

Le 30 juin, sur tout le territoire franc-comtois, ce sont plus de 582 000 de personnes qui se sont rendues aux urnes pour s'exprimer lors du premier tour des élections législatives. C'est près de 40 % de plus qu'en 2022. Le RN est le parti qui profite le plus de ce regain de participation avec un nombre de voix multiplié par 2,4, faisant grimper son score à 38,6 %. Le Ch'ni a analysé et comparé principalement le vote RN du premier tour des législatives 2022 et celui de 2024, en prenant en compte cette année ses alliés.

En Franche-Comté, le pourcentage de votes exprimés en faveur du RN et de ses alliés atteint 39,8 %. C'est 6,65 points de plus qu'au niveau national. À quasi deux années d'intervalle, le RN sur le territoire franc-comtois est passé de 94 789 voix à 224 915 soit 2,4 fois plus. Ce sont donc 130 000 bulletins RN supplémentaires qui ont été glissés dans les urnes des 12 circonscriptions que compte notre région par rapport à 2022. À titre de comparaison, le Nouveau Front Populaire totalise 40 762 voix de plus qu'en 2022 sous la bannière NUPES. Dans toutes les circonscriptions de l'ancienne région, le RN double au minimum son nombre de voix par rapport à 2022 et envoie un-e candidate au second tour.

C'est dans la 5e circonscription du Doubs, la plus grosse du département et historiquement ancrée à droite, où plus de 84 700 personnes étaient inscrites sur la liste pour ce 1er tour, que le vote RN a le plus bondi. Dans cette circonscription rurale composée entre autres des villes d'Amancey, Levier, Montbe-

La situation est inédite dans l'histoire récente de la ville, provoquant une véritable stupeur. Mais la symbolique est toutefois plus modeste dans les faits, en analysant les résultats selon les grandes sensibilités ; ainsi localement l'ensemble de la gauche gagne 50 % des bulletins, l'extrême-droite 24,68 % et centre et droite confondus 23,37 %^[1]. La claque n'en reste pas moins rude pour les principaux partis en place, en particulier les différentes nuances de la majorité municipale. Si les cadres apparaissent encore hésitant-e-s dans l'attente de consignes nationales, une partie de la base a d'ores-et-déjà exhorté à construire une union dans la perspective des

Le vote RN en France, 2022-2024

noit, Morteau, Mouthe, Pierrefontaine-les-Varans ou encore de Rusey, le RN avait, en 2022, engrangé 5 869 suffrages. Dimanche dernier, ce sont 19 505 bulletins RN qui ont été dépouillés, soit une hausse de plus de 230 % (3,3 fois plus). Un chiffre impressionnant au regard de la hausse moyenne de 137,3 % du vote RN entre 2022 et 2024 sur toute la Franche-Comté.

Une moitié pour le RN

Sur les 565 581 bulletins exprimés lors du scrutin de dimanche, 2 sur 5 étaient à destination du RN sur les quatre départements de la région. En Haute-Saône, ce chiffre passe à 1 sur 2. Ainsi, dans les deux circonscriptions que compte le département, où sont comptabilisés 120 835 bulletins exprimés, 59 773 étaient à destination du RN et de ses alliés, soit un pourcentage de 49,5 %. Une part en nette hausse, puisqu'en 2022 moins de 1 bulletin exprimé sur 3 (31,3 %) était RN dans cette circonscription.

Le vote RN en France, 2022-2024

Dans la 4e circonscription du Doubs, la plus petite du département en termes de superficie et située au nord-est du département, regroupant les cantons d'Audincourt, d'Hérimoncourt, de Pont-de-Roide, de Sochaux-Grand-Charmont et de Valentigney, 47,7 % des votes exprimés étaient à destination de candidats RN et alliés. Lors du scrutin de 2022, le score du RN était de 30,4 %. Une situation quasi-similaire à celle des circonscriptions de Haute-Saône. Il est à noter tout de même que c'est dans cette seule circonscription que la gauche unie double son score en passant de 5 791 voix à 11 804. Ici, le parti d'Emmanuel Macron prend

législatives prochaines.

Car le second séisme de la soirée, c'est l'annonce faite par Emmanuel Macron de dissoudre l'assemblée nationale. Un recours exceptionnel, dont le dernier déclenchement remonte au 21 avril 1997. Les réactions au kursaal ont été à la mesure du choc, l'allocation huée du président faisant brutalement place à un silence de mort. *« C'est de la folie, le chef de l'État en est donc réduit à pratiquer la politique de la terre brûlée ? Cette disposition prise il y a vingt-sept ans, ça nous avait donné le gouvernement Jospin. Aujourd'hui on voit très bien où cela nous mène, une cogestion avec Marine le Pen ! Arrêtons les égoïsmes et les dissensions,*

Le vote RN en France, 2022-2024

seulement 653 voix.

Forte participation en faveur du RN

Passé de 48,9 % en 2022 à 67,9 % en 2024 (67,5 % au niveau national), ce taux de participation est historique pour une élection législative. Alors que l'on aurait pu imaginer que tout-e-s les candidat-e-s allaient gagner des voix, Ensemble est la seule grande force politique à en avoir perdu sur trois circonscriptions. Dans la 2e circonscription de Haute-Saône, 11 353 personnes avaient voté en 2022 pour le candidat d'Ensemble, en 2024, elles ont été 8 354. Une différence significative de 3 000 voix, 26,4 % des suffrages. Ce schéma s'est reproduit dans la 1ère circonscription du territoire de Belfort et dans la 5ème circonscription du Doubs avec un solde négatif respectif de 1 063 voix (-22,8 %) et de 649 voix (-4,6 %).

Aussi, si l'on s'intéresse à l'évolution de la répartition des votes entre les différents partis, il apparaît clairement que seul le RN a bénéficié de cette participation massive. En 2022, ce parti avait obtenu 23,26 % des voix sur le territoire franc-comtois. Lors du scrutin de dimanche dernier, il en a recueilli près de 40 %, une hausse de 16,5 points. En comparaison, le NFP cette année atteint 24,4 % alors que la NUPES avait fait un score de 23,83 % en 2022. Dans la 1e circonscription du Jura, la gauche unie subit une perte sèche du nombre de ses électeur-ices, passant de 28,4 % en 2022 à 23 % cette année. Les candidat-e-s macronistes qui avaient recueillis 25,5 % des suffrages en 2022 se retrouvent cette année avec un score inférieur à

l'heure est trop grave pour jouer avec le feu » s'est emporté un élu PS.

Le vote RN en France, 2022-2024

^[1] Analyse portant sur les quatorze premières listes qui dépassent 0,5 % chacune et totalisent 98,04 % des voix, les vingt-trois autres se répartissant les 1,96 % restants. Certaines dites transpartisanes ont pu malgré tout être attribuées à une tendance, comme par exemple le « Parti Animaliste » ici classé à gauche puisque étant affilié en ce sens au niveau européen et plus régulièrement associé à cette sensibilité lors d'alliances locales.

Toufik-de-Planoise

13 juin 2024

Le vote RN en France, 2022-2024

23,4%. Autrement dit l'électorat RN s'est très fortement mobilisé.

Le RN en passe de devenir la 1^{er} force dans la capitale et ses alentours

Besançon est à cheval sur les circonscriptions 1 et 2 du Doubs, qui englobent les cantons d'Audeux, Boussières, Quingey, Marchaux, Ornans et Roulans. Ici le NFP est au coude-à-coude avec le RN et Ensemble, qui obtiennent respectivement 35 715 voix, 33 159 voix et 32 501 voix. En 2022, le RN avait recueilli 13 652 suffrages. C'est un bond de 143 % quand les deux autres partis ont vu leur nombre d'électeurs et d'électrices augmenter de 48 % pour le NFP et de 44 % pour Ensemble. Ainsi en 2022, près de 10 500 voix séparaient la NUPES du RN. Au lendemain du premier tour, la différence n'est plus que 2 500 voix. Une différence qui représente 1,62 % des 154 668 personnes inscrites sur les listes électorales de ces deux circonscriptions.

Quand bien même nous savons que l'idéologie du RN et de ses alliés s'est fortement propagée dans les zones rurales, tout porte à croire que le vote RN progresse indéniablement dans la capitale comtoise. Dernier exemple en date, l'arrivée du RN en tête à Besançon lors des élections européennes avec 24,68 %. Malgré tout, cette percée à ce scrutin est à nuancer car si l'on totalise toutes les voix des partis de gauche, ceux-ci obtiennent un score de 50 %.

Antoine Mermet

4 juillet 2024

Menacée de viol, Séverine Véziès doit aussi faire face à une vague de « victim blaming »

Relayant à juste titre l'ignominie des menaces de viol reçues le 21 mai dernier par la référente LFI Séverine Véziès, les articles de quelques médias locaux ont toutefois reproduit un phénomène pervers… L'information a en effet rapidement recueilli de multiples commentaires publiés sur les réseaux sociaux, la plupart à l'encontre de la victime afin de l'accabler davantage, de relativiser les atteintes observées voire d'ajouter concrètement à l'ignominie. Faute d'une modération sérieuse qui pourrait d'ailleurs engager leur responsabilité juridique, les pages de titres comme « L'Est Républicain » ou « Plein air » sont devenus depuis longtemps le porte-voix de ces cerveaux haineux. Mais c'est sur la publication « Facebook » de « Ma-Commune.info » que notre regard s'est cette fois posé, afin d'analyser qui sont les protagonistes cachés derrière les traces numériques.

« **Ces gauchistes traîtres à la France et aux français** »

À Besançon et sa région, la condamnation de la classe politique est unanime. Un esprit de concorde rare, qui marque la brutalité des mots exposés par la militante « Insoumise ». Reste qu'au-delà des groupes et formations, la plupart des activistes n'ont pas hésité à se lâcher, peu importe la gravité du contexte. Nous aurions pu prendre bien d'autres exemples, mais c'est sur la propriété

« C'est acté, la prévention spécialisée vient d'être sacrifiée »

Hier, lundi 25 mars, les petites mains de la protection de l'enfance étaient mobilisées. Après un rassemblement à midi esplanade des Droits Humains, ce sont près de deux cents personnes qui ont gagné le Conseil Départemental du Doubs. En ligne de mire, la séance de 14h30, qui devait valider les financements à venir. Sur place, le cortège a été accueilli par un important dispositif policier. « *On demande des moyens pour les gosses, on est reçu-e-s avec des matraques. Symboliquement, tout est dit* » lâche un observateur. Les éducateurs et éducatrices de rue étaient naturellement en première ligne, un tiers de leurs postes étant en jeu.

Salarié-e-s de l'ADDSEA et membres de l'intersyndicale (CGT, FO, SUD/ Solidaires, CFDT) donnaient aussi beaucoup de voix, pour « *sauver cette mission essentielle, dont la disparition impacterait le public le plus fragile dans des quartiers en diffi-*

de la société immobilière « SMCI » que nous avons décider de travailler aujourd'hui. Après la révélation de cette actualité sordide, les comportements déroutants se sont en effet multipliés lorsque le sujet est apparu sur la plateforme du groupe « Meta ». Si le contenu initial dépeignant des « messages inqualifiables, d'une violence inouïe, insupportables » est parfaitement clair, le lectorat du journal en ligne n'a pas toujours eu la sagesse de cette analyse, ou à défaut, au moins, du silence.

Sous l'anonymat d'un pseudonyme, un certain « Jean » va ainsi s'emporter contre « [...] *ces gauchistes traîtres à la France et aux français* », pour qui « *toutes les manœuvres sont exploitables pour tenter de crédibiliser leur « programme »* ». Une prose notamment « likée » par Patrick Zamboni, gérant de station service et musicien, Marc Gerdy, comptable du Jura, ou encore Louis Conord, retraité de la Métropole. Une charge dénigrante et dénégative que va compléter Stéphanie Doillon, qui cultive par ailleurs des centres d'intérêt tout aussi marqués à l'extrême droite : « [...] *Quand on sème la haine, il ne faut pas chialer qu'on la récolte. Pour le cas où ces menaces soient bien réelles bien sûr…* [...] ». Avec l'approbation de « quidams », tel-le-s que Stéphanie Devanne, qui se dit praticienne Reiki, Corinne Gomot, fiscaliste, ou Jean-Paul

cultés ». Élu-e-s et représentant-e-s étaient également présent-e-s, à l'image de Johnny Herbin (directeur de l'Association Nationale de Prévention Spécialisée), d'Anthony Poulain (adjoint municipal Les Écologistes de Besançon), de Séverine Véziès (coordination nationale de La France Insoumise), de Florent Cholley et José Avillès (secrétaires CGT de Besançon et du Doubs), ou encore de Nicole Henry-Muster (conseil citoyen de Planoise).

L'opposition départementale fut aussi de la partie, accompagnant le défilé jusqu'à sa destination : Christine Coren-Gasperoni, Claude Dalvalle, Monique Choux, Aly Yugo, Jeanne Henry, Raphaël Krucien… Une implication appréciée par les participant-e-s, mais qui espéraient surtout un bouleversement au moment des votes. Le groupe « *le Doubs social, écologique et solidaire* » a ainsi lancé un amendement, dénonçant

Gilger, ancien cadre administratif à la Mairie.

Dans les commentaires et likes, trois candidats aux municipales de 2020…

Peu après, on aperçoit encore un vocable similaire émanant de personnalités. C'est le cas d'une remarque, laissée par Sébastien Mazure, attaquant le parti de gauche, sans un mot pour réprover le sort réservé à sa représentante : « *C'est LFI qui est dans l'insulte verbale permanente, et la provocation et en bon extrémiste de gauche antisémite. Ce parti finira par être interdit, mais quand, au plus vite serait le mieux* » va-t-il relativiser et souhaiter. Dix-huitième sur la liste de la dissidente LREM Alexandra Cordier en 2020, il est pour sa part appuyé par Hervé Sire, professeur d'histoire et ex-colistier d'Éric Alauzet, ou Thierry Ragon, ayant figuré quant à lui auprès de Ludovic Fagaut – dont le mouvement a pourtant communiqué une position ferme, hier vendredi. Entrepreneur, technicien informatique, assistante éducative, les illustrations pourraient continuer longtemps…

Ces assertions banalisent, normalisent ou justifient l'agression commise, dans un processus que les spécialistes ont documenté sous le terme de « victim blaming ». Un effet de meute d'autant plus conséquent qu'il est ici commis via un organe de presse et par de petits notables.

« Comment Madame Bouquin et ses équipes peuvent-elle justifier le versement de 50.000 € à un gros affineur de comté pour accroître sa capacité de stockage de 30.000 meules ? De 14.500 € à la SCI d'un agent immobilier de Morteau pour l'aider à acheter son local ? De 50.000 € à une fruitière qui collecte 2.9 M€ de litres de lait par an ? De 47.500 € à une entreprise dentaire pour la création d'un cabinet, dans ce cas aussi, via une SCI ? De 50.000 € à une entreprise sous-traitante de l'industrie du luxe qui génère un chiffre d'affaires de 25M€ et qui a rendu millionnaire son actionnaire unique ? » exposait-il encore hier, à travers un communiqué

Une défaillance qui pourrait coûter particulièrement cher à l'entreprise concernée, la jurisprudence considérant que son rôle de directrice de la publication pourrait la conduire devant un tribunal afin de répondre aux abominations qu'elle laisse proférer. Mais alors que les voix sont chaque jour plus nombreuses pour contraindre à une meilleure gestion de ces flux, la perspective d'une très hypothétique condamnation pèse peu face aux clics, algorithmes et attractivités. Un business dangereux quand il s'inscrit dans une fascisation galopante de la société, contribuant à son pourrissement.

Toufik-de-Planoise 24 mai 2025

BOÎTE NOIRE

Les commentaires et « likes » étant publics et revêtant d'une information d'intérêt général, nous avons fait le choix de publier l'identité de l'ensemble des internautes cité-e-s quand celle-ci était énoncée. Au moment de la publication, ces éléments, présents parfois depuis près de vingt-quatre heures, sont toujours visibles. Aussi, si leur caractère illicite peut prêter au débat, les exemples rapportés semblent contrevenir, à minima, à la charte relative au site.

incisif et des prises de parole. Argumentaire qui ne suffira toutefois pas, la présidente LR alléguant une « contrainte » due aux baisses budgétaires de l'État. Pour celle qui considérait avoir réussi un « coup de pression » le 15 novembre face à Michel Barnier, le maitre-mot semble être désormais « *ajustements* ». Ludovic Fagaut, qui entend être le prochain maire de Besançon, d'habitude prolixe sur les écrans, reste silencieux. Pour les protestataires, qui écoutent les débats sur leurs mobiles, l'amertume est palpable. « *C'est acté, la prévention spécialisée vient d'être sacrifiée* » s'emporte une référente. Prochain rendez-vous mardi 1er avril à 14h00 devant l'ARS, lors d'une grève et manifestation du sec-teur social.

« Comment Madame Bouquin et ses équipes peuvent-elle justifier le versement de 50.000 € à un gros affineur de comté pour accroître sa capacité de stockage de 30.000 meules ? De 14.500 € à la SCI d'un agent immobilier de Morteau pour l'aider à acheter son local ? De 50.000 € à une fruitière qui collecte 2.9 M€ de litres de lait par an ? De 47.500 € à une entreprise dentaire pour la création d'un cabinet, dans ce cas aussi, via une SCI ? De 50.000 € à une entreprise sous-traitante de l'industrie du luxe qui génère un chiffre d'affaires de 25M€ et qui a rendu millionnaire son actionnaire unique ? » exposait-il encore hier, à travers un communiqué

Toufik-de-Planoise 25mars 2025

Propos racistes, concert chez Ayoub, sécurité confiée à des néonazis…

Pilier de la scène métal en Franche-Comté, « la Horde Sequane » et son président Alain Thievent s'avèrent pourtant aujourd'hui mis au ban de la région. La controverse couve depuis septembre 2022, où de premières accusations ont émergé quant à la programmation de son festival-phare « Sequane Fest » à Montbéliard. La salle qui l'accueillait jusqu'alors actait leur rupture en mars 2023, provoquant un séisme dans ce petit milieu. La structure se cantonne désormais à des productions suisses, où elle a tant bien que mal maintenu son « Forest Fest ». Mais depuis, la référence et son leader sont rattrapés par d'autres démons : Discours racistes, sécurité confiée à des néonazis, persistance de manifestations ultranationalistes…

« **Tu en mets deux fois plus dans les wagons !** »

Avec la parution d'un article publié par « radio BIP » le 27 septembre 2022, de premières interrogations ont émergé au sujet de la programmation du festival « Sequane Fest ». Mastodonte du milieu métal, l'association « la Horde Sequane » qui le porte s'est imposée depuis vingt ans dans l'Est de la France. Références néonazies, labels antisémites, paroles suprématistes, furent cependant rapportées à cette occasion, touchant à des degrés divers huit des neuf groupes prévus. Si aucun dirigeant n'avait initialement réagi, le fondateur et président Alain Thievent avait par la suite balayé avec force ces accusations via un communiqué. « *Notre événement, notre association, ainsi que ses membres* » ne sont en rien affiliés à une mouvance d'extrême droite » garantissait-il.

Autre donnée éloquente, une soirée tenue en petit comité le 12 décembre 2015 à Berzy-le-Sec. Un événement sobrement annoncé comme « *un concert black métal* », avec trois groupes prévus pour l'occasion : « Excruciers 666 », « Conquerors » et « Myrkvid ». Ce dernier fut fondé en 2007 par Alain Thievent alias « Myrk », y officiant comme figure tutélaire et chanteur principal. Plus qu'une modeste tête d'affiche, l'artiste s'est aussi chargé d'une part significative de l'organisation : Programmation, invitations, publicité… Mais, alors que le lieu de réception fut présenté comme une simple « *maison associative* », il s'avère que ce local est le siège des bikers du « Praetorians » (devenus « Gremium », en 2018)

fiante, qui n'est pas isolée.

Florilège : [sur le terroriste Anders Breivik] « *Anders, t'es un héros !* » (2012) ; [sur la vente d'un tee-shirt] « *c'est 12 euros, mais je suis pas juif, si c'est pour ne jamais le porter, je ne te le vendrai pas !* » (2012) ; [sur un scrutin avec le parti « ISLAM »] « *au four islam de merde* » (2013) ; [sur Lassana Bathily] « *l'héroïsme d'un muslim, mais LOL !* » (2015) ; [sur ses vacances] « *les plages du sud c'est aussi […] des grosses fatmas déguisées en Batman* » (2019) ; [sur la fermeture d'une attraction à Europa Park] « *les petites putes progressistes ont encore frappé…* » (2021) ; [sur le commentaire « je déporterai tout ces gauchistes en camp de travail »] « *vu leur physique de lâches c'est économique et écologique, tu en mets deux fois plus dans les wagons !* » (2022).

Alain Thievent reconnaît la réalité de ces propos, mais précise qu'ils « *ne sauraient engager la responsabilité de l'association* » et ne sont « *visibles que par ses amis et lui* ». Sur leur portée, il explique : « *Ce sont des traits d'humour noir, j'aime être provocateur, je suis comme ça, mais ça n'a rien de viscéral, ce n'est pas méchant. […] Faisant du Black Métal, nous sommes anti religieux, que ça soit catholique, ou toute autre religion* ». Toutefois, concernant certains discours, comme sa prose diffusée suite à la défaite de Marine le Pen le 22 avril 2012, il admettra finalement : « *C'est ici effectivement assez stupide, et ce sont des réactions à chaud, irréfléchies, où la parole dépasse la pensée, sur des sujets débattus sur les réseaux sociaux, qui au final n'apportent rien de bien* ».

En 2015, un concert chez Serge Ayoub

Autre donnée éloquente, une soirée tenue en petit comité le 12 décembre 2015 à Berzy-le-Sec. Un événement sobrement annoncé comme « *un concert black métal* », avec trois groupes prévus pour l'occasion : « Excruciers 666 », « Conquerors » et « Myrkvid ». Ce dernier fut fondé en 2007 par Alain Thievent alias « Myrk », y officiant comme figure tutélaire et chanteur principal. Plus qu'une modeste tête d'affiche, l'artiste s'est aussi chargé d'une part significative de l'organisation : Programmation, invitations, publicité… Mais, alors que le lieu de réception fut présenté comme une simple « *maison associative* », il s'avère que ce local est le siège des bikers du « Praetorians » (devenus « Gremium », en 2018)

gérés par le bonehead notoire Serge Ayoub.

Un détail auquel le citoyen avait déjà accès, à travers un article du journal « l'Ardennais » ou en consultant les sites communautaires ; la page Facebook de l'organisation fut d'ailleurs survolée par Alain Thievent, si on en croit le « like » qu'il a dédié à une publication. Quant au pédigrée politique du taulier et de ses réseaux, on retrouve à leur actif « l'affaire Clément Méric » le 5 juin 2013 ; un drame dont l'intrigue était parfaitement connue par le président de « la Horde Sequane » depuis cinq ans à l'époque, celui-ci ayant ironisé sur son décès le 13 juillet 2013. La démonstration s'achèvera par une pose photo sur place, cliché publié deux jours plus tard sans oublier les « identifications » ni l'ajout d'un « *merci à Serge et aux Praetorians pour cet accueil !* »

Une proximité peut-être due à certaines fréquentations, dont celle du dénommé Nicolas Bidoli. Alors membre des « JNR » formant la garde rapprochée d'Ayoub, c'est aussi un fan de métal qui s'est produit avec le batteur de « Myrkvid » au sein de « Hasserben » et « Caterva Runa ». Mais pas seulement. Il jouait aux gros bras pour le compte d'Alain Thievent lors de ses deux festivals 2012, la communication indiquant que « *l'équipe de sécu WS sera là pour veiller au bon fonctionnement de cette journée* » alors que lui « *et ses amis* » furent effectivement remerciés pour « *la sécurité et le soutien* ». WS, c'est pour « Werwolf Sequania » ; un groupuscule néonazi, mis en cause dans de multiples tabassages dès avril 2012 dont Bidoli fut soupçonné d'en être le chefaillon.

À propos de sa virée en Picardie, Alain Thievent concède : « *Ceci concerne le groupe dont je fais partie, en aucun cas la Horde Sequane. Nous savions en gros que [Serge Ayoub] était un ancien skinhead, mais cela ne nous regarde pas. On nous a engagé pour jouer, comme ça peut l'être n'importe où ailleurs. Nous avons honoré notre contrat, ce fut notre seule et unique représentation là-bas* ». Quant au concours des « Werwolf Sequania », le président expose : « *Il [Bidoli et sa bande] nous a proposé son aide pour effectuer la sécu… ce que nous avons accepté, bien malheureusement au final, puisque j'ai terminé la journée aux mains avec certains, refusé à d'autres l'accès à cause de tee-shirts douteux… Cette équipe, elle est devenue indésirable pour nous* ».

Sequane Fest : intrigues et rétrospectives

Alors que les percées réactionnaires dans la musique sont longtemps restées tacites, un collectif de passionnés s'est constitué afin de dénoncer cette présence et ses conséquences. Mais malgré la vive polémique comtoise suscitée en 2022, la treizième édition du « Sequane Fest » a pu se tenir les 30 septembre et 1er octobre 2023. Pour les principaux partenaires que sont la ville de Montbéliard et « l'Atelier des Mômes », les doutes n'étaient alors pas suffisamment étayés pour aller plus loin. Un souci singulier de la préservation, alors qu'en parallèle le « Winter rising Fest » à Bessancourt était suspendu pour des motifs rigoureusement analogues. L'unique déconvenue notable ayant été le retrait de « Mercyless », seul groupe qui n'avait fait l'objet d'aucune mise en cause.

Pour les autres, le spectacle a continué. Ainsi « Exutoire » et son chanteur-guitariste Julien R. dit « Apathy » étaient de la partie, notwithstanding ses apologies du film de nazisploitation « Ilsa, la louve des SS » ou du dessinateur d'extrême droite Marsault. Même destin pour « Heinous » à travers Thibault L. alias « Panzer Hraesvelg Faust », dont les penchants pour la « révolution nationale-socialiste » ou la « division Charlemagne » étaient visibles sur ses vêtements. Pas plus de changements avec « Wiskey Ritual » et trois de ses membres, Andrea P., Andrea A. et Gianmarco R., passés par un « Forgotten Tomb » dont l'album « Obscura Arcana Mortis » sorti en 2000 utilisait l'image de centres de mise à mort nazis et fut autoproduit sous le label « Treblinka productions ».

Une série 2022 à laquelle s'ajoutent les années précédentes… Comme en 2011 avec « Asooth » malgré l'étalage d'aspirations ésotériques néonazies (en ayant rendu hommage à « l'ordre des neuf angles », par le titre « The Bond of Nine Angles » en 2002) ; en 2014 avec « Horna » alors que son fondateur « Shatraug » avait loué le IIIe Reich (extrait d'une interview, en 2001 : « *À mon avis, le national-socialisme signifie la fierté de son héritage et de son pays, la foi en ses frères d'armes et des valeurs qui excluent toutes les influences et religions étrangères* ») ; ou en 2017 avec « Impaled Nazarene » en dépit de plusieurs morceaux particulièrement haineux (« total war – winter

hier. Une quête effrénée de visibilité, qui peine à masquer une nette déficience numérique. Récemment rebaptisée « Jeunesse Chrétienne Révolutionnaire » (JCR), la formation ne compte tout au plus qu'une poignée de partisans répartis entre Dole et Lons-le-Saunier.

Ce qui détermine d'autant plus ses effectifs aux coups d'éclats grandiloquents, adjoints des sempiternelles mises en scène destinées aux réseaux sociaux. Comme le 15 juin dernier à l'occasion d'un rassemblement électoral du « Nouveau Front Populaire » (NFP) à Dole, où la bande se pavanait fièrement : « *Des camarades ont brandi un drapeau français lors des émeutes du front rouge cet après-midi. Ils ont été interpellés par les policiers et traités de « fachos* » ». Une indication attestant que les services compétents pourraient donc parfaitement suivre ces individus depuis de longues semaines, leur laissant aussi l'opportunité de remonter l'organisation, ses têtes et ses actes. Mais, est-ce le cas ?

Les autorités se terrent dans le silence

Le peu d'écho de fond suscité autour de ces dossiers est pointé du doigt, beaucoup se questionnant sur le rôle des institutions et leur volonté de traiter les exactions mettant en cause l'extrême-droite. Certain-e-s se rappelant ainsi les tenants et aboutissants de l'affaire « Némésis » par exemple, lorsqu'un uniforme n'avait pas hésité à se répandre anonymement ; quitte à se substituer au parquet, en pronostiquant d'emblée que les poursuites intentées par la municipalité de Dole contre les perturbatrices seraient sans doute vaines. Politiques et médias ne sont pas en reste, l'abondance des atteintes documentées en quelques mois n'ayant provoqué aucune réaction palpable.

« *En juillet et août 2022, c'était une mobilisation générale autour de six ou sept pochoirs dans le centre-ville par quelqu'un de passage. Tout le commissariat était sur le pont et une identification avait été réalisée*

À Besançon, l'extrême droite s'essaie à la cause animale

Comme désormais chaque année, les militant-e-s antispécistes de la région s'étaient donné rendez-vous devant les grilles du « salon du chiot » à Besançon-Micropolis. Ielles entendaient dénoncer le fond problématique de cet évènement organisé les 19 et 20 avril, accueillant les visiteuses et visiteurs avec tracts, pétitions et échanges. Membres de « Humanimo », du « CABLE » ou encore



Templar Dole Graffiti. Exemple de graffitis revendiqués par « Templar Dole » sur son canal « Telegram » ; il y est marqué « Dole faf » (Dole aux fachos), avec deux croix celtiques, une du Christ et la reprise des clés de Saint-Pierre – capture d'écran.

en à peine dix jours, avec un relais du Progrès qui en faisait ses choux gras. Deux ans plus tard, face à des dizaines de symboles néofascistes et catholiques, rien du tout. Pourquoi ? » s'emporte un interlocuteur. « Nos locaux ont été vandalisés il y a maintenant plus de trois mois, à notre connaissance l'enquête est au point mort. C'est donc la presse indépendante qui va peut-être enfin faire bouger les choses, voilà où on en est » se désole-t-on également du côté du « Parti Communiste Français » (PCF).

Sollicitée par nos soins, la « Direction Départementale de la Police Nationale » du Jura (DDPN) ne nous donnera jamais signe de vie. Habituellement proluxe s'agissant de journalistes maison, ce silence persistant ajoute à l'inertie ambiante. « *Pour justifier leur manque d'entrain, comme d'hab' les flics se cachent probablement derrière l'absence totale ou partielle de plaignant-e-s. Les choses auraient été évidemment différentes si c'était une permanence parlementaire ou le bien d'un notable, mais le palmarès de deux-trois crevettes, qui en plus s'en prennent à la gauche, ça n'intéresse pas grand monde ici* » analyse un activiste antiraciste en veille sur la Bourgogne/Franche-Comté.

de « antispéfem » y étaient donc présent-e-s, mais pas seulement. Ainsi que plusieurs d'entre eux nous l'ont relaté dès hier après-midi, les participant-e-s ont dû composer avec l'apparition de sept individus visiblement allochtones se revendiquant d'un mystérieux « réseau Pythagore ». Visages dissimulés, dress-code noir, tee-shirts floqués et banderole professionnelle, s'agiteront, une partie

Derrière la mouvance, un fils de bonne famille

Dès sa mise en ligne à partir du 2 février 2024, la « toute première rencontre du groupe » était immortalisée et diffusée à travers la photographie de deux individus posant devant la collégiale Notre-Dame de Dole. Bien que (mal) floutés, on pouvait à cette date déjà aisément reconnaître un militant national-catholique du secteur. Lequel sera d'ailleurs présent le lendemain à Besançon, afin de rencontrer le milieu néonazi historique et faire adouber sa cellule naissante. Via un énième salon « Telegram », une réunion politique s'organisait ainsi en début d'après-midi au bar « le Shake Pint », autour de différentes figures connues telles que Arthur F., Florent G., ou encore Tristan D.

Le tapissage effectué auprès d'Alexis Poyard se révélera catégorique, de même que les recoupements autour des différents comptes « Facebook », « Twitter/X » et « Telegram » tracés. Une identification unanime et formelle, désignant un nom : N. G., tout juste dix-sept ans et originaire du Jura. Radicalisé en seulement quelques mois, le jeune homme n'est pas moins pleinement intégré au sein de la bonne société. Sportif ac-

complé, ayant décroché son baccalauréat, il est issu d'une famille aimante et établie. Ses parents sont en effets responsables d'un réseau immobilier florissant entre Dole et Besançon, naviguant dans les cercles « select' » comme la « table ronde ».

À travers son responsable, « Jean Croix Zad », originaire du Languedoc, la petite troupe a profité de l'occasion pour annoncer son implantation locale. Que ce soit dans les discours ou dans les actes, rien ne fuitera sur un éventuel ancrage politique formel. Mais derrière le nom

abolitionnisme radical, succèdent proximités avec « Edelweiss » et le « Bastion social », discours violemment anti-LGBT+, haine des musulman-e-s, citation de références néonazies comme l'occultiste Savitri Devi lors d'une interview en 2022...

Une sensibilité qui est vite parue évidente aux autres protestataires, la plupart renseigné-e-s sur les tentatives de récupération fomentées par cette frange ; loin des « apéros saucisson-pinard » et des « cochons à la broche » prisés des identitaires, une poignée de nationalistes n'hésitent plus à se revendiquer « Straight Edge » ou à poser avec leurs chats. Ne souhaitant en rien s'approcher d'éléments pour qui lutte contre l'horreur des abattoirs et propagande néofasciste vont de pair, le « bloc associatif » va alors prendre ses distances. Sous les critiques nourries de ces embarrassants condisciples, fustigeant « *lamateurisme* » de « *pancartes écrites à la main avec des feutres* ». « *Leur arrivée a laissé planer une interrogation, puis, en voyant l'intitulé de leur groupe, ça a fait tilt... En les confrontant, elles se sont révélé, aucun doute, il s'agissait bien de fachos* » explique ainsi une protagoniste.

BOÎTE NOIRE

Contactés par courriers électroniques et textos dès la nuit du samedi 10 au dimanche 11 août, les parents et responsables légaux de N. G. n'ont donné aucune suite à nos multiples questions. Interrogée à la même date, l'issue sera identique pour la « Direction Départementale de la Police Nationale » du Jura (DDPN). Quant au principal intéressé, il a été joint via « Telegram » le mardi 13 août, laissant également notre requête lettre morte malgré un accusé de lecture ; dans les heures qui suivirent, son profil fut en revanche « nettoyé » des diverses publications qui pouvaient le relier au groupe désormais nommé « Jeunesse Chrétienne Révolutionnaire » (JCR).

Toufik-de-Planoise
16 août 2024

dédié au philosophe grec considéré comme le premier végétarien et le martèlement d'une ligne prétendument « *apartisane* », se cache un groupuscule animaliste d'extrême droite. En quelques clics, il n'est en effet pas difficile de retrouver des éléments flagrants de cette appartenance, par exemple à travers les investigations de « Street Press » publiées le 29 février 2024. À un

« l'Est Républicain » comme interlocuteur ; un quotidien habitué à offrir des tribunes accommodantes aux voix réactionnaires, qui ici encore ne dira pas un seul mot fâcheux quant aux attaches pourtant palpables de ces étranges activistes. « *En terme de désinformation, cet article est malheureusement une énième pépite. Sa rédactrice s'attache simplement à décrire un code vestimentaire sombre, que le lectorat relie aux « Anonymous » cité-e-s. Tout le questionnement se concentre donc sur la forme dépeinte comme radicale, excluant le fond rance porté par ces énergumènes. Pas une seule mise en perspective afin d'évoquer la nature de cette mouvance, ou a minima renvoyer sur les enquêtes à ce sujet* » s'emporte une source.

UNE NEUTRALITÉ QUI DIVISE
Cette incursion a provoqué d'importants débats internes, plusieurs participant-e-s ayant manifesté leur volonté de se dissocier nettement des militant-e-s néofascistes posté-e-s à deux pas d'elles. Mais les plus institutionnel-le-s ont quant à eux préféré brandir une attitude de « neutralité », faisant ainsi le choix de ne pas s'élever davantage contre cette présence. Une dissension qui a entraîné des départs prématurés et l'écourtement de l'action, certain-e-s concédant même qu'elles ne voulaient « *plus rien faire avec des associations pas claires* ».

Le coup de crayon, par Peha

Le fascisme revient partout alors qu'il existe encore des témoins directs de cette période, dont nombre de survivant-es de camps d'exter-

mination. La prochaine génération n'aura même pas ça pour se défendre : il faut agir maintenant.

29 janvier 2025

BESANÇON COMMÉMORE LA LIBÉRATION D'AUSCHWITZ AU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE DE LA CITADELLE



PEHA
LECHINO

Dans le monde de la cause animale, la discussion s'avère ancienne et enflammée ; si à l'été dernier de multiples organisations s'étaient finalement prononcées contre une prise de pouvoir de Marine le Pen, d'autres à l'instar du « Parti animaliste » défendent farouchement un axe « *ni droite ni gauche* » laissant la porte ouverte à « *toutes les bonnes volontés* ». Une résolution qui n'est pas sans rappeler des tensions analogues à Besançon, comme l'ouverture du « collectif Palestine » à des référent-e-s antisémites sous couvert d'une convergence « large ».

Autre interpellation, la flexibilité de la Préfecture du Doubs. Selon

En Franche-Comté, un drôle de cinéma complotiste

Depuis l'été dernier, les sphères conspirationnistes sont en ébullition. L'un de leurs papes, le réalisateur Pierre Barnérias, vient de signer un dixième opus, à la suite d'un « Hold-up » largement décrié. Mais après avoir banqué sur la covid-19, l'activiste s'est engagé sur un filon tout aussi porteur. Cette fois c'est la dénonciation de prétendus « réseaux pédo-satanistes » qui est au cœur de ses abhorrations, thématique fétiche des sphères complotistes et d'extrême-droite. À nouveau, l'œuvre suscite des réserves quant au fond, aux méthodes et à la promotion, ainsi que l'ont rapporté divers médias nationaux (Libération, Midi Libre, Ouest France...). Sur les « dizaines de salles obscures » qui ont admis la pellicule, deux sont comtoises.

Le Haut-Jura au centre de toutes les attentions

Le 9 novembre dernier en fin d'après-midi, c'était donc l'effervescence au « cinéma Casino » de Moréz. Une véritable institution dans la région, mais qui se remet difficilement de la crise sanitaire. Toutefois ce samedi-là, pas de film d'auteur exigeant ou de superproduction hollywoodienne. La soirée était entièrement consacrée à une création indépendante et française, nommée « les Survivantes – l'ultime tabou ». Le récit est rythmé par les témoignages de huit femmes, prétendument victimes d'atteintes rituelles innombrables. Une trame qui ne manque pas d'être encensée par les références les plus réactionnaires, de « France-Soir » à « Sud Radio » en passant par les mouvances national-catholiques. Mais aussi, localement, via l'office du tourisme.

Au programme dans le Haut-Jura,

nos informations, le « réseau Pythagore » a bien déposé les documents nécessaires auprès des pouvoirs publics... mais ne serait pas privé d'ajouter quelques précisions, en particulier que ses membres interviendraient le visage dissimulé durant la mobilisation. Un point qui fut en tout cas constaté sur place, sans ébranler les forces de l'ordre. Une mansuétude étonnante, alors que les autorités multiplient les procédures répressives au sein des cortèges de gauche pour ce motif.

Toufik-de-Planoise
20 avril 2025

sous l'égide d'une mystérieuse initiatrice, on retrouvait, outre le « documentaire » et une prise restituant la réaction des protagonistes réuni-e-s à Genève en Suisse, l'intervention d'une des personnes parue dans le film ainsi qu'un discours au nom d'un confidentiel « collectif maman en colère ». La journée s'est terminée par un « buffet et un pot offert dans la petite salle de réception », avant qu'une dizaine de convives, « *organisateur et public* », ne poussent l'idylle « *au resto* ». Le récit est repris d'un compte-rendu émanant de l'antenne départementale doubiste de « Solaris », un groupuscule qualifié « *déco-fasciste* » notamment épinglé par divers organismes de lutte contre les dérives sectaires comme l'UNADFI en France et le CIC en Suisse.

Sur Audincourt dans le Pays de Montbéliard, ce sont cette fois quatre séances qui ont été actées les 29 novembre, 1er, 2 et 3 décembre par l'enseigne « Mégarama ». Garantie d'un pluralisme, ou soutien à la cause ? Le choix de la société fut en tout cas loué par « Solaris » sur les réseaux sociaux, qui enjoignait fermement ses contacts à aller y « *voir et revoir* » le singulier divertissement. Tout en y adjoignant un cliché de la promotion accordée à cette sortie, par la mise en place d'une pancarte publicitaire géante dans le hall de l'établissement. Là encore, ces militant-e-s ont-ielles pesé sur le nombre d'entrées et bénéficié d'une particulière indulgence ? Sollicités par nos soins, les deux cinémas ainsi que « Solaris 25 » ne donneront aucune suite à nos demandes.

DANS LE DOUBS, FOCUS SUR « SOLARIS »

Opération « place nette » à Battant, une déferlante sécuritaire et surtout médiatique

Classé « quartier prioritaire » depuis le 1er janvier 2024, Battant a fait l'objet d'une opération « place nette » du 11 au 13 septembre. À comprendre une descente massive des forces de l'ordre, destinée à débusquer et réprimer toute potentielle irrégularité. Ce sont 214 agent-e-s qui ont déferlé sur place selon Plein Air, principalement issu-e-s de la sécurité publique, mais aussi de la police aux frontières, des douanes, des impôts, des services d'hygiène, des URSSAF, de la SACEM, de la DREAL, de la SUGE, ou encore de Keolis. Commerçant-e-s, automobilistes, usagers et usagères des transports, riverain-e-s, badaud-e-s, ont ainsi été visé-e-s, de Canot à Viotte, pendant trois jours.

Une campagne martiale inédite faisant suite à des troubles square Bouchot, qui n'a pas toujours été appréciée. « Pour moi, il y a une différence de traitement évidente entre les populations. Est-ce que quand il y a des nuisances à Saint-Amour, on envoie toute la cavalerie dans les négoce du coin ? Non bien sûr, car ça ferait tache et surtout polémique. Mais ici par contre, aucun problème ! » s'empporte un gérant de fast-food. Même son de cloche avec le tenancier d'un bar tranquille, pourtant demandeur à retrouver un peu de quiétude : « Il y a des problèmes, c'est vrai. Mais mes locaux ont été inspectés à trois reprises en deux mois, ça devient pesant à force et je ne sais pas à quoi ça sert vraiment... »

Cette débauche tapageuse irrite également chez certains syndicalistes, comme un membre de la CGT croisé en sortant de la maison du peuple voisine : « Qu'on s'intéresse aux patron-ne-s-voyous, c'est tentant sur le principe. Mais ce qui me dérange ici c'est la logique néocoloniale, on traque des sans-papiers et on tape chez l'épicier de proximité. À côté de



Image d'illustration. Le 1er mai 2023, quai Veil-Picard.

souligne Mulet. Avec cette commission, la Scops se positionne de manière franche sur le sujet encore trop tabou des violences au sein du monde alternatif et militant : « On approche les choses au cas par cas, en évitant de schématiser et d'enfermer les gens dans des stéréotypes et en essayant de comprendre les nuances, le contexte », précise Anne. Cela ne signifie en aucun cas minimiser ou faire preuve de déni.

« Quand on parle des valeurs du lieu, ce n'est pas un truc abstrait. On les met en place ici et maintenant, on essaie ». Une manière de fonctionner et d'évoluer qui laisse présager le meilleur à venir pour la Scops, à condition que l'association reste en mesure de financer le loyer et les charges. La chose n'est pas évidente pour un lieu autonome non subventionné, indépendant de l'État, qui prête son espace gratuitement et fonctionne essentiellement sur la base du prix libre : « Au quotidien, vu qu'on a beaucoup d'activités qui ne sont pas lucratives, on paie tout juste le loyer. Cet été, on a dû faire une cagnotte de soutien ». Le financement de l'association repose donc sur la fréquentation du lieu, les adhésions et la participation financière des spectateurices lors des concerts et des drag shows. Une raison supplémentaire d'aller y faire un tour.

Chataigne
21 février 2025

l'association Liane. L'antenne bison-tine de L214 dispose également d'un espace de stockage : « Historiquement on a eu beaucoup d'animalistes. Quand la Scops cuisine, c'est toujours végane, et quand les gens ramènent de la nourriture à prix libre ça peut être végétarien mais on demande de ne pas ramener de viande », expliquent Anne et Mulet. À ce sujet, l'espace cuisine, toujours en cours de réhabilitation, devrait accueillir à terme une cantine à prix libre.

Continuer de faire évoluer le collectif

À la Scops, chaque décision se prend de manière collégiale. Les réunions mensuelles s'étirant habituellement sur plusieurs heures, des commissions prenant en charge une partie du travail en amont ont été mises en place. Chaque commission traite un sujet spécifique, on a par exemple la commission concert, la commission travaux dans la cuisine, etc. En février dernier, une commission transformation du collectif a été créée. Sa fonction : réfléchir aux conflits et aux violences qui peuvent avoir lieu à la Scops, en interne ou au sein du public lors des événements.

La commission identifie d'abord les éléments structurels et organisationnels qui ont permis à un dysfonctionnement d'apparaître, puis propose des modifications en conséquence. « C'est important de parler de ça, même si c'est sensible »,

Une semaine d'utopies : à la rencontre du fouriérisme

C'est une curieuse troupe d'une vingtaine de personnes qui s'est retrouvée réunie ce dimanche matin autour de Jean-Claude Goudot, président du « Collectif Histoire des Chaprais », pour évoquer un ensemble de figures fouriéristes à l'endroit de leur dernière demeure : le cimetière des Chaprais de Besançon. De Just Muiron à Julie Considerant, en passant par Alphonse Delacroix, ce passionné d'histoire locale a développé le parcours de ces personnalités liées à la vie et à la pensée de Charles Fourier, penseur socialiste utopique natif de la capitale comtoise.

Puis, l'équipée a été prise en charge par Elisabeth Gerl, pour une déambulation à travers les différents points de chute du tiers-lieu « l'arÊTE », pour « l'art d'Être Tous Ensemble ». Du jardin partagé attenant à un habitat communautaire, le moment s'est prolongé jusqu'à l'atelier bois et tissus de la rue Belfort, à quelques pas du Café des Pratiques,

Peha
6 avril 2025



commence à réussir à expliciter nos fonctionnements, ce qui rend le collectif moins imperméable, rejoignable plus facilement. Parce qu'arriver dans un endroit qui fonctionne selon des codes implicites, c'est excluant ». La Scops s'organise ainsi autour de l'idée d'accueillir tout le monde, en faisant attention aux nouvelles et nouveaux venu-e-s. Anne et Mulet insistent sur la volonté de ne pas mettre de pression en termes d'engagement ou de régularité, tout coup de main est bon à prendre : « Il y a des gens qui donnent un petit peu de temps par ci par là, c'est aussi grâce à ces gestes-là que le lieu vit ».

Un espace ouvert

Accueillir tout le monde, c'est aussi accueillir tous les publics : « On a une image de lieu militant, mais ce n'est pas quelque chose qu'on cherche à cultiver. Il n'y a pas besoin de montrer sa carte de parfait-e militant-e pour rentrer à la Scops ». Loin d'être un écosystème isolé, la Scops démontre sa volonté d'être ancrée dans la vie du quartier : « De manière générale, on a de très bonnes relations avec le voisinage, pas mal de voisin-e-s passent pour la récup, on échange avec elleux à ces occasions ». Toutes les tranches d'âge sont les bienvenues et il arrive que des familles se rendent à la Scops, qui a pour projet d'aménager un espace de jeu au sous-sol : « Suite à une discussion de l'Infokiosque sur la domination adulte, on s'est dit qu'on aimerait que la Scops soit un lieu accessible pour les enfants ».

Sur les étagères, des sections variées : TDS, racisme, rapport au corps, féminismes, LGBTQIA+, violences, vie sexuelle et affective, classes sociales, intersectionnalité : « On a collecté au fur et à mesure et on s'est rendu compte que tous les thèmes convergent d'une manière ou d'une autre vers le TDS ». L'accès à cette bibliothèque se fait en contrepartie d'une cotisation symbolique, qui permet également de contribuer au fonctionnement de PDA et à l'achat de nouveaux livres.

La Scops met ses locaux à disposition pour les permanences des collectifs InTRANSigeance, BRIQ et de

dans le réel, à travers une conférence de Pierre Chaillot le 6 mai 2024 à Besançon ou une réunion interne le 27 octobre suivant à propos du « désaveu à venir d'une partie de la population sur ce qu'on cherche à lui imposer » auquel il faut « examiner comment reprendre les rênes là où l'attelage nous conduisait vers l'abîme ».

Localement aussi, la structure s'inscrit dans un maillage récent et fourni. Sur Besançon, on retrouve la trace des « Mamans Louves », de « Reinfocovid », « Le Grand Réveil », « La Rose Blanche », « Destitution », « Les Frères Dissidents », « G1 Bezak », etc. Mais, comme il y a quelques années avec la vague de ralliements aux sphères portées par Alain Soral, Thierry Meyssan et Dieudonné, ou les incursions comtoises d'un certain Stan Maillaud, les organisations formelles s'avèrent le plus souvent dérisoires et éphémères. Leurs idées n'en restent pas moins vivaces et ostensibles, perceptibles du « collectif Palestine » aux dérapages d'Ismaël Boudjekada, en passant par les formations politiques du type « Solidarité et Progrès », « UPR » ou « Les Patriotes ».

Toufik-de-Planoise
6 décembre 2024

Boîte noire et réponse du « cinéma Casino » à retrouver sur l'article en ligne.

« Solaris » a été lancé le 26 septembre 2021 par Frédéric Vidal, prédicateur ésotérique adepte de Donald Trump et des thèses « QAnon ». Coronavirus dépeint en arnaque, pédocriminalité vue comme substantielle aux élites, recours au survivalisme assumé face à l'effondrement de la société, critique des tendances « wokes » et LGBT+, emprunts à l'imaginaire antisémite, en sont autant de caractéristiques, cultivées auprès de divers-e-s partenaires, tel-le-s que Louis Fouché, Salim Laïbi, Jacob Cohen, Marion Sigaut, ou Pierre Barnérias. Rapidement, des antennes se sont développées dans le pays, dont le département du Doubs. Dans les faits cette présence se structure surtout autour d'un canal « Telegram » créé le 11 octobre 2021, réunissant quelque 240 abonné-e-s.

Ainsi que nous l'avons constaté, ce fil ne se départit pas des inspirations nationales : Diffusion d'un extrait de « radio Courtoisie » ou de contenus adoués par « Epoch Times », texte sur la théorie des chemtrails, relais d'une ténébreuse association « Enfants-Phares », discours de Jean-Jacques Crèvecoeur et Anne-Marie Yim, note signalant « de nombreuses infiltrations des services et autres sociétés dites secrètes »... Avec une transposition concrète, y compris

Lieux alternatifs – La Scops : cesser de parler des valeurs, « les mettre en place ici et maintenant »

La Scops est la continuation de l'association SPAM, basée place Marulaz de 2014 à 2019. Depuis, l'association a changé de nom et son local est situé rue des frères Mercier. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le nom Scops fait référence à un petit hibou, et non au format juridique du lieu, qui est une association loi 1901. Ceux qui font vivre ce lieu autogéré et foisonnant d'activité continuent de travailler activement à ouvrir l'espace et faire évoluer les manières d'être ensemble.

Autogestion et accessibilité

L'endroit ne dépend d'aucune subvention et fonctionne sur la base du bénévolat, des dons et de l'autogestion. Ceux qui le souhaitent se relaient pour assurer des permanences, tenir le bar, la friperie, proposer des événements ou des ateliers. Au-delà du noyau dur qui compte une quinzaine de personnes, il est difficile de quantifier le nombre de ceux qui contribuent à la Scops, en raison du caractère ouvert de l'endroit, qui

accueille régulièrement des intervenant-e-s extérieur-e-s : « Les personnes qui utilisent l'espace font aussi vivre le lieu », explique Mulet.

La présence des bénévoles à la Scops n'est pas continue. Pour Anne et Mulet, ces fluctuations ne causent pas de difficultés, mais posent tout de même la question du partage des savoirs : « Quand on fonctionne sans cheffe, il faut décentraliser la savoir en même temps que le pouvoir. On met en place des tutoriels pour que même ceux qui arrivent sachent quoi faire dans telle ou telle situation, et éviter de se tourner toujours vers les mêmes personnes ». L'organisation de l'espace est également pensée dans une logique d'autogestion : « On reçoit beaucoup de dons, de récup, etc. donc on essaie de clarifier l'espace, de faire des signalétiques, pour que ce ne soit pas nécessaire d'être dans la Scops depuis cinq ans pour trouver un tournevis ».

Malgré l'ampleur de la tâche, ces efforts ont porté leurs fruits : « On

Les chroniques du lobbie. La loi « prostitution », vue par les concerné·e·s 15

Ce 25 juillet 2024, la « Cour Européenne des droits de l’Homme » (CEDH) a rejeté la demande d’abrogation de la « loi prostitution » de 2016. Portée en décembre 2019, par plus de 260 travailleurs et travailleuses du sexe (TDS) et de nombreuses associations (dont « Médecins du Monde », le « planning familial », « Act-Up », ou encore le « Syndicat du travail sexuel »), cette requête avait pour objectif d’enfin supprimer cette loi qui n’aura eu en définitive que des effets négatifs sur le quotidien des TDS exerçant la prostitution (la loi ne s’appliquant pas aux autres formes de travail sexuel). La majorité des syndicats « traditionnels » applaudissent la décision de la CEDH, les TDS et leurs allié·e·s se sentent encore une fois méprisé·e·s.

Recontextualisons : En 2016 est votée la loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le « *système prostitutionnel* » et à accompagner les personnes « prostituées », loi dite de pénalisation des clients. Avant la prostitution en France était légale, mais autre temps, autre hypocrisie, ce sont le racolage (y compris passif) et le proxénétisme qui sont donc interdits. Désormais le délit de racolage est abrogé, et ce sont les clients qui seront donc légalement « pénalisables » en cas de recours aux services d’un·e prostitué·e. Dans les faits cependant, bien des villes comme Toulouse, Lyon ou Paris, prennent des arrêtés municipaux et préfectoraux afin d’entraver l’exercice concret de la prostitution.

De manière plus ou moins assumée, la répression et l’application du délit de racolage persistent. Instinctivement, en la comparant au délit de racolage, la loi de pénalisation des clients semble charitable à l’égard des prostitué·e·s. Elle s’avère pourtant, sans surprise, responsable d’une très nette dégradation de nos conditions de travail. Nous ne reviendrons pas sur les arguments avancés pour justifier cette loi qui se prétend féministe et humaniste, ni sur le consensus entre la droite et la gauche à l’Assemblée Nationale pour la voter… Nous n’avons que faire de ceuxx qui théorisent sur nos vies. Et c’est justement des implications de cette loi sur la vie des TDS dont nous voulons parler.

Même si les abolitionnistes du travail du sexe trouveront toujours la possibilité d’instrumentaliser certain·e·s d’entre-nous, pour justifier leurs idées et leurs lois répressives… Nous n’avions cessé de le dénoncer

et nous continuerons à l’affirmer, cette loi nous marginalise, nous stigmatisé et nous précarise. Les clients étant moins nombreux, nous avons été contraint·e·s de baisser nos tarifs, de revoir nos façons de travailler, de reconsidérer nos conditions et nos critères de sélection des clients. Incitées en cela par certains autres clients qui, eux, ont parfaitement compris l’aspect inapplicable de la loi et qui usent et abusent de notre précarisation en négociant nos pratiques et nos tarifs.

Pour plus de tranquillité de nombreuses TDS prostitué·e·s se sont éloigné·e·s des centres-villes, de plus en plus en périphérie, de plus en plus isolé·e·s. De plus en plus vulnérables, aussi. D’autres ont pris la décision de travailler et de recevoir à leurs domiciles, sans réelle envie de quitter la rue et là aussi, plus seul·e·s qu’avant, plus isolé·e·s. Penser que la pénalisation des clients à porté ses fruits en nous faisant disparaître est une erreur. À l’échelle locale, le collectif « Partage Droit Autonomie » (PDA), par et pour les TDS, note même une augmentation constante des personnes exerçant la prostitution. Plus isolé·e·s, plus exposé·e·s aux violences, mais invisibles ou presque ! Drôle de victoire pour les droits humains et pour le féminisme.

Huit ans après, le bilan de la loi est désastreux. Bouté·e·s hors des lieux fréquentés, les violences se répètent et sont toujours impunies. Il arrive que certains faits divers marquent les esprits, comme ce fut par exemple le cas pour Mihaela Miloiu, TDS de dix-neuf ans, assassinée dans la nuit du 29 au 30 novembre 2016 et dont le corps avait été retrouvé dans la forêt du Frasnais, ou encore pour Géraldine, TDS femme trans et péruvienne assassinée le 9 juillet 2024 et pour qui un rassemblement commémoratif avait été d’ailleurs été organisé le 20 juillet – par les collectifs « Intransigeance », « Fiertés Racisées » et PDA (respectivement portés par des personnes transgenres, racisées et TDS).

Mais pour une Mihaela et une Géraldine, combien d’autres TDS assassinées sans qu’elles ne rentrent jamais dans les chiffres des féminicides ? Au delà des assassinats, les violences potentielles sont multiples (humiliations, viols, agressions sexuelles, vols, braquages…) et n’aboutissent que rarement à des plaintes. Cette loi répressive a aussi cette vertu d’éloigner celles qu’elles prétend

vouloir protéger des structures susceptibles de les aider : si l’on sait pourquoi les TDS craignent toutes de déposer plainte au commissariat, il est à noter que beaucoup d’entre-nous nous méfions également des structures de santé, craignant le jugement, une discours moralisateur ou toutes les humiliations permises par un système qui nous considère comme des victimes, qui nous infantilise ou nous méprise…

À l’échelle de Besançon, pourtant, certaines structures comme « Aides » ou le « CEGIDD » (Centres gratuits d’Information, de Dépistage et de Diagnostic) accueillent de manière très satisfaisante les TDS. Localement le CEGIDD avait même par exemple bénéficié d’une formation sur le TDS et la transidentité, financé par « l’Agence Régionale de Santé » (ARS) et animée par des personnes TDS et transgenres. Cependant la vigilance des TDS persiste. Et l’absence de soins et de dépistages ont un impact évident sur la santé physique et morale des prostitué·e·s, a fortiori lorsqu’il s’agit des personnes déjà plus vulnérables comme par exemple les travailleuses étrangères avec ou sans-papiers, les femmes trans, les personnes handicapées ou isolées, racisées, âgées ou très jeunes, séropositives…

Dans la capitale comtoise comme dans de nombreuses autres communes, les TDS sont contraint·e·s de s’organiser seul·e·s, ou presque, pour faire entendre leurs voix, pour s’en-traider, se soutenir, s’accompagner dans les démarches compliquées du quotidien et se défendre des violences… La pénalisation des clients a dégradé nos conditions de travail, et nous sommes systématiquement confronté·e·s à des arguments fausement féministes qui prétendent mieux que nous savoir comment mener nos vies, des gardien·ne·s de la morale, des syndicats qui refusent même de nous considérer comme des travailleurs et des travailleuses (quelle ironie lorsque tant d’entre-nous ont une activité déclarée et payent « l’URSAAF »).

Nous avons vu passer récemment le « Communiqué unitaire suite à la décision de la CEDH sur l’interdiction d’achat d’actes sexuels ». Ce dernier avait été signé notamment par « SUD/Solidaires », la « CGT », la « CFDT », le « collectif droit des femmes », ou encore la « FSU ». Iels se « félicitent » que la CEDH ait rejeté notre requête pour enfin abolir cette loi qui participe à nous tuer, à

nous précariser et à nous marginaliser. Nous nous étonnons d’un tel enthousiasme lorsque nos vies se dégradent. Mais nous nous félicitons, pour notre part, de nêtre pas résigné·e·s et de savoir encore exister en dehors des morales petites-bourgeoises et des discours paternalistes. Surtout lorsqu’ils sont tenus par des personnes qui prétendent vouloir nous protéger.

Certaines choses n’ont pas changé, avant et après la loi de 2016 : Le même mépris hypocrite des personnes qui se fichent bien de nous et des droits des femmes, des minorités de genre et des conditions de vies des personnes sans-papiers, la même indifférence pour nos vies et nos discours, le même enthousiasme lorsqu’il s’agit d’appliquer des lois répressives. Mais notre volonté de nous faire entendre est elle aussi inébranlable.

19 août 2024

« Sales Queers », un nouveau collectif communautaire d’aide à la personne

Un service de rangement/nettoyage à domicile et à prix libre, par et pour des personnes queer ? C’est le concept lancé fin mars à Besançon, animé par deux bénévoles. Une idée venue de pays anglophones, où divers·e·s influenceurs/influenceuses comme « @cleanwithbea » et surtout « @nottheworstcleaner » ont gagné une solide réputation, notamment sur les réseaux sociaux. « *Ça fait des années qu’on propose à nos am·e·s de venir les aider à faire leur vaisselle ou à jeter leurs poubelles, ou quand c’est nous qui en avons besoin, de les inviter à faire de même. Et un jour où l’énergie créative était suffisante, on a décidé d’enfin lancer cette initiative d’entraide* » précisent Sasha et River, à l’origine de cette action.

Le soutien est donc ciblé, ce qu’expliquent les intéressé·e·s : « *Beaucoup de personnes LGBT+ souffrent de troubles mentaux, impactant la capacité à prendre soin de soi ou de son environnement (dépression, anxiété, trouble borderline, trouble bipolaire, tocs…)*. Aussi, *les personnes queer ont plus de probabilités d’être isolé·e·s. Donc là où certain·e·s pourraient faire appel à leur proches en cas de besoin, beaucoup d’entre nous*

n’ont pas de contacts à qui faire autant confiance pour nous aider avec bienveillance. On est également frieux/frileuses à l’idée de faire appel à des professionnel·e·s, car nous n’en avons pas forcément les moyens, ou nous avons peur de subir des violences LGBTphobes en invitant des inconnu·e·s chez nous ». Rassurer par la présence de référent·e·s concerné·e·s et faciliter la démarche de demander/accepter de l’aide, c’est donc le leitmotiv de cette synergie, inédite dans la région. Qui ne s’inscrit pour l’instant que sur la capitale comtoise, mais sans exclusion de futurs déplacements plus lointains, si les opportunités le permettent. Avec quatre « opérations » déjà effectuées, les sollicitations ne manquent toutefois pas. « *Après un échange, on convient d’une date. Peu importe l’ampleur du travail et de la rétribution, on essaie de gérer au mieux pour que tout le monde s’y retrouve. Une fois la date convenue, on part souvent pour une aprem, c’est l’occasion d’un coup de main, mais aussi de belles rencontres et discussions* ».



Une essence philanthropique, que le tandem espère voir perdurer. « *Pour l’instant, on se contente de ce qu’on peut faire à notre petite échelle. Mais c’est quelque chose qu’on apprécie fortement, que ce soit la tâche en elle-même ou l’impact positif que ça peut avoir sur nos adelphe·s. Donc on aimerait vraiment pouvoir continuer notre démarche sur le long terme, en trouvant un équilibre financier durable. Et aussi pourquoi pas, étendre cette offre, pour apporter notre concours à plus de monde !* » Au-delà des réseaux militants qui permettent un premier relais précieux, « Sales Queers » entend bien conquérir toute la communauté. Pour les soutenir, une page « Instagram » ainsi qu’une cagnotte en ligne viennent d’être ouvertes.

Toufik-de-Planoise 25 avril 2025

Une centaine de personnes commémorent la « journée du souvenir trans »

Comme désormais chaque mois de novembre à Besançon, une mobilisation était organisée dans le cadre de la « journée du souvenir trans » (*Transgender Day of Remembrance*, TDoR). Une date internationale et spécifique, visant à commémorer le souvenir des

La chronique du lobbie. Enfants Tsiganes, de la forêt de Chaux à la Saline d’Arc-et-Senans 16

Dans le cadre de notre conférence sur l’anti-tsiganisme, organisée le 25 octobre dernier à Besançon, Rémy Vienot, président de l’association « Espoir et Fraternité Tsiganes de Franche-Comté », a pu aborder la question du camp d’internement de la Saline Royale d’Arc-et-Senans. Il a notamment terminé son intervention par la lecture d’un texte, partagé sur les réseaux sociaux en 2019. Un récit particulièrement poignant, qu’il nous a autorisé à partager. Dans l’attente d’un compte-rendu complet de cet événement, le voici donc reproduit en intégralité.

Enfants Tziganes, de la forêt de Chaux à la Saline d’Arc-et Senans

24 juin 1941. Plusieurs dizaines de tziganes, des manouches venus d’Alsace, emplissent un camp de rassemblement dans une clairière de la forêt de Chaux, quelques hommes et une majorité de femmes et d’enfants avec presque rien pour bagage. Ils sont accompagnés par des gendarmes. Ces familles sont entassées dans une baraque à côté de deux maisons forestières où sont installés cinq douaniers chargés de les surveiller. Le ravitaillement est difficile ; les tziganes n’ont pas de tickets d’alimentation ; le lait manque pour les enfants et l’eau du puits est polluée.

1er septembre 1941. L’administration transfère le camp des nomades dans la saline complètement délabrée d’Arc-et-Senans. Pas de douche, pas de WC. 15 mai 1942, le camp de rassemblement devient un camp d’internement pour tziganes. Voilà dix mois que les enfants sont parqués. C’est en mémoire d’eux que j’ai écrit ce texte. La nuit, les enfants se couchent sur leurs paillasses, mais le sommeil ne veut pas venir. Le sommeil ne s’approche d’aucun d’eux. Les mères serrent leurs nourrissons contre elles. Les vieillards font semblant de dormir en ronflant. Les vieilles femmes toussent. Les yeux si ronds, si grands, si noirs des enfants sont braqués sur des forêts immenses, des champs d’infini.

Ils ont marché à travers le monde.

Ils ont traversé le monde. Ils ont couru sur des routes sans fin. Pourquoi ? Le temps sécoule et les nuits s’ajoutent aux nuits. Les enfants se tournent et se retournent sur leurs paillasses, ferment leurs yeux si ronds, si grands, si noirs. Ils essaient de ne plus songer à rien. Tout est inutile. Une seule pensée les poursuit : nous allons mourir. C’est pour cela qu’on nous a faits venir ici. Pour mourir. Ils ne veulent pas dormir d’un sommeil dont ils ne se réveilleraient jamais. La vie, les enfants tziganes sont habitués à toujours se réjouir et à chanter, à danser des danses sautillantes qui chassent la tristesse. Le soir autour d’un feu, ils laissent la chaleur des flammes pénétrer leurs corps.

Mais là, dans ce camp d’internement de la saline d’Arc-et-Senans, leurs yeux si ronds, si grands, si noirs ne peuvent retenir leurs larmes. Où sont les roulettes ? Où sont les chevaux et les chiens ? Où sont les violons, les flûtes et les luths ? Les gestes n’ont plus rien d’humain. Sans musique, les repas sont tristes. Les enfants percevaient la protestation de leurs entrailles. C’est comme s’ils avaient des souris dans le ventre. Les enfants trépanaient : pourquoi les obligeait-on à rester dans ce camp d’internement où ils attrapent la gale, où ils vivent avec les puces et la vermine ? Pourquoi m’a-t-on mis au monde ? Pourquoi est-ce que je vis ? Pourquoi ? Pourquoi ? Personne ne leur répondait. Ni les hommes, ni la terre, ni le ciel, ni même les nuages. Rien, ni personne.

Les enfants ouvraient leurs yeux si ronds, si grands, si noirs. Il n’existe plus sur cette terre d’enfants tziganes heureux. Ma mère, ma mère, pourquoi m’as-tu mis au monde ? La mère, la pauvre maman, ne répondait pas. Non point parce qu’elle ne voulait pas répondre. Non. La mère ne répondait pas parce qu’elle ne savait que répondre. À une question aussi simple, personne ne sait que répondre. Personne. Personne. Avant, le monde entier leur appartenait. Ils allaient où bon leur semblait. Ils s’arrêtaient là où ils voulaient. Et

ils portaient plus loin, toujours plus loin. Vers où ? Vers n’importe où. Les enfants ouvraient leurs yeux si ronds, si grands, si noirs.

Aujourd’hui, que voient-ils devant eux ? Rien, plus rien, sinon un vide infini. Leur vie n’est pas une vraie vie. Mais la vie peut-elle être une vraie vie ? Qui donc pousse le vent à courir ? Et qui lui ordonne de s’arrêter ? Manouches, Bohémiens, Romanichels, ici dans cette saline d’Arc-et-Senans, ces enfants sont à la recherche des jours où leurs yeux étaient tout sourire. Mais les jours qui se sont évanouis ne reviennent jamais. Comment vivre maintenant les jours que le sort ou le hasard leur prêtent ? Demande-le aux étoiles. Mais elles ne m’ont pas répondu.

Alors demande-le au soleil ou à la lune. Mais ils ne m’ont pas répondu non plus. Et bien demande-le à la terre. Mais elle est restée silencieuse ! Alors demande-le à Dieu. Où puis- je le trouver ? Nulle part. Où se trouve nulle part ? Je n’en sais rien. Ce que je sais, c’est que je n’en sais rien. Les tziganes ne croient en rien. Ils redoutent seulement les représentants de l’autorité, les gendarmes et depuis la guerre, ils redoutent la guerre. Le 30 juillet 1942, quatre-vingt-seize enfants mineurs se trouvent internés ici dans la saline d’Arc-et-Senans.

Quarante enfants d’âge scolaire. Tous sont des enfants tziganes. Leurs yeux si ronds, si grands, si noirs sont devenus tout petits et se cachent au fond de leurs crânes couverts de cheveux épais. Ils ont maigri, ils se sont desséchés et leurs hanches se sont creusées. Le 11 septembre 1943, ces enfants partiront pour le camp de Jargeau, dans le Loiret. Avec les cent-soixante-huit tziganes parqués dans la saline, ils seront entassés dans des wagons de marchandises. Comme les enfants sacrés, les enfants tziganes sont devenus de simples objets.

Rémy Vienot 28 octobre 2024

té racisé·e·s – BRIQ », une bonne centaine de participant·e·s se sont réuni·e·s hier après-midi place Louis Pasteur.

Loin du tapage des centrales militantes et des grands médias, l’évè-

À Planoise, le ballet des démolitions suscite toujours la controverse

Signée le 24 juin 2019, la convention du « programme de rénovation urbaine » promet de transformer durablement le quartier de Planoise. Alors que de nombreux blocs sont déjà tombés sous les coups de pelleteuses, au final ce sont près de 1 200 appartements qui doivent disparaître. Faire table rase du passé, afin de favoriser l'émergence d'autres infrastructures, parcs et habitats ; un nouvel envol pour la population à l'horizon 2030, c'est en tout cas le pari de la municipalité. Mais sur place, en attendant, le projet continue d'essuyer les critiques, parfois vives. Entre les conditions de départ, les interrogations quant à l'atteinte au patrimoine, ou encore les ambitions trop excessives, certaines oppositions persistent. Dernièrement, la « Confédération Nationale du Logement » (CNL) a ainsi décidé de hausser le ton.

Le sujet n'est pas récent, mais il revient régulièrement sur le tapis. Avec les destructions d'immeubles qui se succèdent, ce sont autant de locataires qu'il faut prendre en charge. Si certain-e-s saisissent alors l'opportunité de s'implanter dans un secteur notamment extérieur à la ville, quelques-un-e-s espèrent bien conserver leurs habitudes tant que possible. C'est surtout pour ceux-ci que la situation vire parfois au cauchemardesque, ainsi que l'établissent divers témoignages relatifs aux premières tranches square Vincent Van-Gogh. Encore aujourd'hui, plusieurs dossiers alertent, comme aux Époisses, où les membres de la CNL viennent d'intervenir afin de dénoncer « le coût humain, écologique et financier de ce NPRU ». Auprès de l'ultime résidente de ce qui est devenu une friche, tous et toutes sont revenu-e-s sur cet exemple.

Chauffage coupé, absence d'eau chaude, communs délabrés... Jusqu'à l'expulsion judiciaire, l'intéressée ayant refusé de multiples propositions jugées insatisfaisantes. « Le temps que tout me soit notifié par le tribunal, nous étions parvenus à un accord avec le bailleur. Le déménagement devait s'opérer le 31 janvier à 15h00, mais à 14h45, police et huissiers sont venus à ma porte pour exécuter le jugement. C'est donc une société de nettoyage qui a géré l'opération, mes affaires étant évacuées comme des gravats. Les meubles ont pu être stockés, mais mes affaires ont terminé dans des sacs poubelle » re-

late cette retraitée, encore choquée. Un traitement qui scandalise Michel Boutonnet, référent de l'association. « *On ne considère pas les gens avec dignité, elles doivent rentrer dans des cadres et délais décidés en haut-lieu, sinon c'est tant pis pour elleux !* »

Le militant rappelant aussi ses réserves de fond, de l'absence de décision populaire à la raréfaction des ressources. « *Les réunions et ballades de concertation, c'était de l'enfumage ; qui, ici, peut dire qu'elle a pu peser sur son sort ? Ces constructions, elles sont spacieuses, solides, avec toutes les commodités... À une époque où le béton devient une denrée précieuse, gâcher un tel capital est une ineptie, surtout pour une majorité écologiste. Cet ensemble devrait imposer qu'on réfléchisse collectivement à des alternatives, loin d'être déraisonnables. À quelques pas d'ici, les pouvoirs publics présentent avec fierté le Logis 13 Éco avenue de Bourgogne. Avec des sommes aussi importantes, on aurait pu faire le choix d'une rénovation !* » Une colère qui vient de prendre un tour procédural, l'arrêté visant un édifice de la rue de Champagne venant d'être contesté.

Tribunes dans « la Passerelle », analyse d'urbanistes suisses, avis de la « Maison de l'architecture », les voix ne manquent pas pour alimenter la réflexion. Amenant aussi des débats complémentaires, avec l'administration du réseau de chaleur, la résidentialisation des pieds d'immeubles, ou encore l'abandon de la petite ferme. « *La question, c'est de savoir où on va, pourquoi piétiner le vécu et le ressenti des citoyen-ne-s en sacrifiant un héritage labellisé. Les responsables en poste pensent pouvoir faire de Planoise un remake de Lyon Croix-Rousse, en poussant à de l'investissement entrepreneurial et immobilier après une politique de la terre brûlée. Mais je ne crois pas que les classes moyennes et supérieures viendront là, quelle que soit la vitrine. Un énorme gâchis, c'est ce qu'il risque de ressortir* » pronostique une ancienne riveraine, depuis exilée au Canada.

Toufik-de-Planoise
16 mai 2025

Le photoreportage du mois. Les dernières heures de Dalila, chez elle, rue de Champagne

En 2006, il y a 19 ans, Dalila emménage dans un spacieux appartement situé au troisième étage de la barre du 2 rue de Champagne à Planoise. Elle qui travaille de nuit en tant qu'aide-soignante dans un EPHAD, a pu jouir pleinement de son logement durant 15 ans. Mais, à partir de 2021, elle commence à voir ses conditions d'habitation se dégrader.

En début d'année 2023, dans le cadre du large projet de transformation du quartier de Planoise prévu par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), elle apprend qu'elle va devoir quitter son logement avant que celui-ci ne soit détruit. Acté début 2019, ce grand plan ciblant au niveau national 480 quartiers « présentant des dysfonctionnements urbains » devrait aboutir en 2030. Avec pour but d'intervenir « fortement sur l'habitat et les équipements publics, pour favoriser la mixité dans ces territoires » une enveloppe de plus de 12 milliards d'euros a été mis sur la table. Au total, ce sont plus de 3 millions d'habitants qui vont avoir à connaître les conséquences de ce gigantesque plan immobilier. Près de la moitié de ces quartiers sont répertoriés comme d'intérêt national, les autres étant d'intérêt régional. À Besançon, le quartier de Planoise fait partie de la première catégorie. Celui de la Grette à quant à lui été

« *On nous a mis en insécurité. On paye un loyer, le propriétaire nous doit jouissance de notre appartement et nous doit la sécurité. Là, ce n'est pas le cas.* » Dalila.

« *À leur niveau, on parle de chiffres. Plus ça traîne, plus ça coûte cher.* » Dalila.



rangé dans la seconde. Relogée depuis juin 2024 à Planoise, elle avait refusé un certain nombre de propositions de logement au regard de prix, de la surface et de l'aménagement de ceux-ci, qui n'avaient rien de comparable avec son logement rue de Champagne.

Le reportage que nous vous proposons ce mois-ci a été réalisé en janvier 2024. À l'époque, Dalila était une des dernières personnes à vivre à l'intérieur du bâtiment. En tant que femme seule, elle disait craindre pour sa sécurité, chose qu'elle n'avait jamais ressentie depuis son arrivée dans le quartier.

Le Ch'ni vous emmène donc en images rue de Champagne pour comprendre ce qui se joue lorsqu'un tiers décide pour vous de vous faire changer d'habitation et pour faire un dernier tour du propriétaire avant la démolition, qui devrait intervenir très prochainement.

Antoine Mermet
2 juin 2025



Les comtoiseries de Billy. Langues régionales et français régional, arrêtons la confusion !

La confusion entre les langues régionales et le français régional de Franche-Comté commence très tôt, au moins dès 1753 avec le premier *Essay d'un dictionnaire comtois-français* par Marie-Marguerite Brun née Maison-Forte. Si le dictionnaire présente bien de véritables mots de la langue franc-comtoise, beaucoup sont des mots français propres à la Comté, voir parfois similaires à d'autres régions. Mais parce qu'ils ne répondent pas à un parler soutenu et académique, ils sont classés comme appartenant au franc-comtois ; erreur !

La Madeleine de Proust, Morteau Morille et les stars actuelles des réseaux sociaux comme Pierre-Hugues José, FlouzFlouz la Fripouille, La Petite de Franche-Comté, Louca le Franc-Comtois ; d'aucun de ces personnages malgré tout leur talent et leur influence ne sait parler le franc-comtois et encore moins l'arpitan. Cependant, ils parlent tous le français régional et en usent et s'en amusent. Cela fait rire tout le monde et c'est très bien, la joie est primordiale, mais la confusion emmène à la déformation de l'information. C'est ainsi que sur TikTok, L'Est Républicain a réalisé le 21 juillet 2024 une vidéo intitulée *Quand @ theloucashow nous donne un cour de franc-comtois*, mais au final, la petite leçon ne comporte qu'un mot issu de la langue franc-comtois, le reste étant des mots en usage dans plusieurs régions françaises et pays francophones ainsi que de l'argot... on a vu mieux comme cours ! Ainsi faut-il considérer qu'il existe un français de Franche-Comté comme il existe un français du Québec.

De cette confusion est né aussi des livres. *Le Trésor des Parlers Comtois* de Jean-Paul Colin et des Comtophiles dont la première édition est sortie en 1993 était déjà un fourre-

Le coup de crayon, par Peha

Quatre jours de conférences et d'événements pour finir par une manifestation, un village antifasciste

4 juin 2025



tout du français régional avant que le clou ne soit enfoncé en 2015 par *Moi j'parle le comtois... pas toi ?*. Un titre trompeur qui devrait en fait être « *Moi j'parle le parler comtois* » et se limiter à celui-ci et surtout ne pas tenter le jeu de mot « pas toi/patois » car il se révèle être une véritable fraude. Pour preuve avec cette interview de l'autrice Sophie Garnier à France Bleu Belfort-Montbéliard le 8 janvier 2020 où le journaliste croyant être en contact avec une vraie comtophone demande comment « bonne année » se prononce en franc-comtois. Réponse de l'autrice ? « *Il n'y a pas vraiment de « bonne année »*. *Ce que nous proposons, nous, à notre association La Braillotte, ce ne sont pas des mots comtois, enfin, du patois on va dire plutôt. Mais plutôt des mots usuels qu'on a entendu quand l'on était peut-être plus jeune. Ça relève quand même du parler on va dire entre guillemets un peu français. On ne va pas donc avoir un mot particulier pour dire « bonne année »* ».

Voilà donc en plein direct la supercherie révélée. Déjà parce que le parler comtois n'est pas un peu français, il est français, et enfin on se demande pourquoi faire référence au patois si l'autrice elle-même avoue que son ouvrage n'est pas de ce registre ? À part tromper la personne qui achètera le livre et semer davantage la confusion dans son esprit, cela n'a aucun sens. Quant à l'expression « bonne année », sachez quand même qu'elle se dit « boënnè onnaie » en franc-comtois, le vrai, la langue !

Et pour dévoiler davantage cette supercherie, voilà un exemple à partir d'une phrase en français régional tirée d'un des calendriers de la même autrice : **Y est tombé 25 cm c'te nuit au Saugeget ! Dis, les ch'mins étaient pas fait c'matin qu'y a fallu que j'pelle pour sortir !**

Voilà maintenant la phrase dans la seule langue franc-comtoise et là

Billy Fumey
12 août 2024

www.lechni.info



tout change : **Èl àt tchoé 25 cm ç'te neût à Sâdget ! Dis, les tchemîns éttînt poué décombrés ci maitîn qu'è y è faiyu qu'i épâle po souëtchi !**

Mais pendant que s'arrachent livres, maillots et autres produits dérivés en français régional et que les commentaires à son sujet se multiplient sur les réseaux sociaux, les langues régionales, elles, disparaissent. La situation est d'autant plus triste que depuis les premiers spectacles de la Madeleine Proust dans les années 80, ce qui a été servi du parler comtois fut du vu, du revu et du réchauffé. L'autodérision est une qualité et se moquer de lui-même, le peuple franc-comtois sait parfaitement le faire et c'est très bien ! Mais à user toujours des mêmes ficelles on en oublie d'utiliser les autres, dont celles des langues régionales et de leur univers fait de signalisation bilingue, de musique, de littérature, de théâtre. La Franche-Comté ne profite pas de toutes ses richesses, assurément.

Un article édité par un membre de l'Union des Patoisants de Belfort-Montbéliard dans le bulletin associatif n°39 de 2022 soulignait pourtant l'intérêt du français régional comme base de l'apprentissage des langues régionales, dont le franc-comtois, car ce dernier influence depuis longtemps le premier avec ses daubot, beuillot, ch'ni, viausse, murie, beugne. Mais la réalité est bien différente. Malgré un français régional à la mode notamment sur les réseaux sociaux, rares sont les personnes à franchir le pas de l'apprentissage du franc-comtois et de l'arpitan. Informer, expliquer et accompagner toutes les personnes volontaires vers ce fameux apprentissage, voilà l'objectif pour que demain, le peuple franc-comtois puisse de nouveau se moquer de lui-même dans ses trois langues. Moi, I djâse lou comtout ! Poué toi ?

Si vous souhaitez participer à la construction du Ch'ni, **venez sources d'informations, contributrices, contributeurs, parlez du Ch'ni et partagez ses contenus.**

Le Ch'ni doit aussi trouver quelques pièces sous les meubles. On compte sur vous pour l'aider sur ce coup !

En faisant un don au Ch'ni, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66% de la somme donnée.